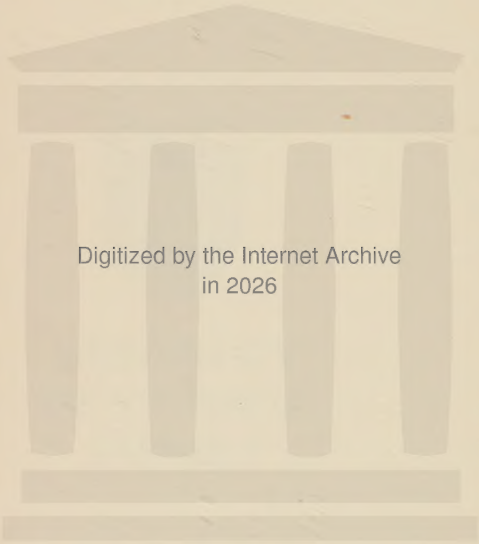
UVIC - McPHERSON
3 2775 90373495 1

UNIVERSITY
OF VICTORIA
LIBRARY



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/lessocialisteset0000jule

LES SOCIALISTES

ET LA

GUERRE EUROPÉENNE

1914-1915

Du même auteur :

En Italie avant la guerre

(1914-1915)

Incessamment :

L'effort anglais

LES SOCIALISTES

ET LA

GUERRE EUROPÉENNE

1914-1915

PAR

Jules DESTRÉE

MEMBRE DE LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS DE BELGIQUE

BRUXELLES ET PARIS

LIBRAIRIE NATIONALE D'ART ET D'HISTOIRE

G. VAN OEST & Cie, ÉDITEURS

—

1916

UNIVERSITY OF VICTORIA
LIBRARY
Victoria, B.C.

LES SOCIALISTES
ET LA
GUERRE EUROPÉENNE

NOTES PRÉLIMINAIRES

Cette brochure n'est que l'ébauche d'un sujet auquel il aurait fallu consacrer un livre. J'ai dû écrire ces notes au cours d'une tournée de conférences en Italie et sans disposer toujours de la documentation qui eût été nécessaire. On y trouvera peut-être des erreurs et certainement des lacunes. Je m'en excuse d'avance auprès de mes lecteurs. Si je me résous à leur soumettre un travail aussi informe, c'est parce que je crois indispensable d'apporter le plus tôt possible cette contribution, quelque modeste qu'elle soit, à l'éclaircissement de questions brûlantes, essentielles pour la cause du socialisme, qui se confond, à mes yeux, avec celle de la liberté et de la justice.

*
* *

J'ai raconté dans : *En Italie avant la guerre* (Paris, Van Oest), comment il m'avait été donné de suivre l'évolution de l'opinion italienne et de constater les hésitations des socialistes officiels à participer à la lutte contre l'impérialisme allemand. Tout le problème du conflit entre l'idée socialiste et l'idée guerrière s'est donc présenté là à mon observation et j'ai été amené à étendre mon enquête aux autres pays. Il importe, en effet, de connaître bien les faits si l'on veut se former un jugement raisonnable sur ce conflit. Pareil travail a déjà été tenté en langue anglaise. Successivement, M. A. W. Humphrey, dans *International socialism and the war* [*London. King and son*] et M. William English Walling, dans *The socialists and the war* [*New York. Holt*] ont publié des études du plus haut intérêt qui m'ont été d'un précieux secours.

*
* *

Avant de poursuivre l'examen de l'attitude adoptée par les différents partis socialistes du

monde en présence de la guerre européenne, il importe de préciser d'abord, dans la mesure du possible, les forces respectives des partis socialistes dans les divers pays belligérants et neutres. Il est évidemment malaisé de dresser une pareille statistique d'une façon rigoureuse. Les bases d'appréciation font parfois défaut et il est permis de supposer que celles qui sont indiquées par les partis eux-mêmes ne sont pas toujours absolument exactes. Néanmoins, on peut arriver à une approximation suffisante en comparant deux séries de chiffres. La première est celle des membres cotisants des organisations socialistes, la seconde est celle des suffrages obtenus dans les scrutins électoraux.

Voici ce double tableau d'après M W. Humphrey :

1° Relevé des affiliations

Sociale démocratie allemande.....	970.112
Sociale démocratie autrichienne Sociale démocratie tchèque-slave	289.524
Parti socialiste italien.....	40.000
Sociale démocratie serbe.....	3.000

Parti socialiste français.....	80.000
Sociale démocratie russe.....	168.000
Parti socialiste révolutionnaire....	inconnu
Parti ouvrier belge.....	222.000
Parti ouvrier anglais.....	1.539.092
Parti socialiste anglais.....	20.000

2° Forces électorales des différents partis

	Suffrages émis	Nombre des députés socialistes	Nombre total des membres du parlement
Allemagne...	4 250.329 (1912)	110	397
Autriche.....	1.000.000 (1911)	82	516
Italie.....	338.865 (1909)	42	508
Serbie.....	25.000 (1912)	2	166
France.....	1.400.000 (1914)	110	595
Ru sie	800.000 (1912)	8	442
Belgique.....	600.000 (1912)	39	185
Gde-Bretagne.	370.802 (Déc. 1912)	42	670

Il n'est pas contestable que ces tableaux ne représentent point complètement la force de l'idée socialiste dans le monde. Il est certain, d'autre part, que dans les pays recensés, un grand nombre de personnes favorables aux

doctrines socialistes ou sensibles à leur influence ne sont point comprises dans les statistiques ci-dessus. Il est certain, d'autre part, que, dans les pays non compris dans ces tableaux, et notamment aux États-Unis, en Hollande, au Danemark, en Suisse, en Roumanie, existent des partis socialistes qu'il convient de ne pas oublier. Mais, sous cette double réserve, les statistiques nous prouvent que les nations engagées dans la guerre sont celles où le parti socialiste avait acquis son principal développement, et s'il est vrai que ce développement est, en général, l'indice d'un état avancé de civilisation, il faudrait reconnaître que l'Allemagne et l'Angleterre viennent aux premiers rangs.

Il est impossible de ne pas être frappé de l'extraordinaire puissance électorale de la sociale démocratie allemande et du nombre imposant de ses représentants parlementaires. Aucun autre parti socialiste au monde n'avait la puissance politique de celui-là.

Il semble, dès lors, qu'il soit d'autant plus coupable de n'avoir pas eu le courage d'en user pour exiger de son gouvernement une

politique conforme aux principes au nom desquels il s'était constitué.

Ces différents partis socialistes n'avaient sans doute pas une doctrine arrêtée dans les détails au sujet de la guerre. Toutefois, ils avaient pu se mettre d'accord au Congrès international de Stuttgart sur une double indication : le devoir socialiste devait être, selon la décision du Congrès, de faire, dans l'éventualité d'une guerre, l'effort maximum pour empêcher celle-ci et, une fois la guerre déclarée, de faire tout le possible pour amener la paix. Il est donc tout à fait faux de croire, ainsi que les réactionnaires se plaisent à se l'imaginer, que le parti socialiste international ait jamais eu l'illusion de pouvoir désormais empêcher toute guerre. Au contraire, il avait prévu que l'organisation capitaliste moderne, avec ses luttes inévitables pour la conquête des marchés du monde, amènerait un jour les impérialismes et les nationalismes des différents gouvernements à entrer en conflit. Le socialisme se promettait seulement de lui faire obstacle dans la mesure de ses forces et l'on peut dire que, sauf la défaillance austro-alle-

mande, il a partout loyalement exécuté ce programme et répondu aux espérances qu'il avait suscitées.

On est injuste pour le socialisme international lorsqu'on se refuse à lui reconnaître une action dans le maintien de la paix européenne antérieurement au mois d'août 1914. On doit au contraire raisonnablement croire que s'il n'avait pas existé, le fléau se serait déchaîné plus tôt. La vérité est qu'il s'est trouvé impuissant devant des fatalités qu'il avait lui-même dénoncées et il est véritablement absurde d'essayer de le rendre responsable d'un cataclysme que, dans la mesure de ses forces restreintes de parti d'opposition, il a tout fait pour empêcher.

CHAPITRE PREMIER

DANS LES PAYS BELLIGÉRANTS

I

BELGIQUE

J'ai naturellement commencé mes investigations par la Belgique, et plutôt que d'exposer une manière de voir purement personnelle, j'ai préféré demander leur opinion à deux de mes amis, MM. Émile Vandervelde et Émile Royer.

La pensée de M. Vandervelde offre un double intérêt. Il est, en effet, non seulement le leader du parti socialiste belge et ce qu'il dit est l'avis même de l'unanimité du parti, mais il est aussi président du Bureau socialiste international, et à ce titre, ses paroles ont une portée toute particulière et s'imprègnent d'une réserve que la plupart des socialistes belges ne s'imposeraient probablement pas.

On sait que M. Émile Vandervelde a été, dès les premiers jours de la guerre, appelé à faire partie du gouvernement en qualité de Ministre d'État. C'est là une fonction mal définie encore et qui était jusqu'ici purement honorifique. Les Ministres d'État

étaient les hommes politiques que le Roi consultait dans les moments difficiles. En fait, dans la période présente, les Ministres d'État ont été associés au Gouvernement, mais il ne leur a pas été attribué de département spécial. Leur influence a été considérable et leur collaboration à l'œuvre de défense nationale constante.

C'est ainsi, notamment, que M. Vandervelde a été envoyé en Angleterre pour faire connaître aux réfugiés belges qui s'y trouvaient leurs obligations envers la patrie. Les journaux allemands se sont moqués de lui en l'appelant le sergent recruteur du Roi et il a fièrement accepté leurs sarcasmes, persuadé qu'en contribuant à défendre son pays, conformément au droit et à l'honneur, il accomplissait un devoir sacré qui n'avait rien d'incompatible avec ses convictions socialistes.

M. Vandervelde s'occupe, à Londres, avec un zèle extrême, de tout ce qui concerne les soldats belges (enrôlement, soins aux blessés, situation des réformés, etc.), et il a bien voulu nous faire les déclarations que voici :

« — S'il était un pays qui pouvait à juste titre se déclarer hostile au militarisme et montrer toute son horreur pour la guerre, c'était la Belgique, qui avait avec tous les pays voisins les meilleures relations d'amitié. Dans la partie flamande du pays, beaucoup de Belges sympathisaient de préférence avec l'Allemagne. Que ne devons-nous pas, au point de vue

socialiste d'ailleurs, à la sociale démocratie d'Allemagne ? Que ne devons-nous pas aux penseurs allemands Engels, Marx et Lasalle ?

« Quand on connaît bien les origines, ne peut-on pas dire que le socialisme belge est le fils légitime de la sociale démocratie allemande ?

« Quant à la prétendue entente préalable entre l'Angleterre, la France et la Belgique, au sujet de cette guerre, je déclare formellement que c'est absolument faux, et l'on peut ajouter que le Gouvernement conservateur belge penchait plutôt vers l'impérialisme allemand que vers la République athée et démocratique de France ou vers les hérétiques d'Angleterre.

« Si donc il y a eu un cas de légitime défense, c'est bien celui de la Belgique attaquée en violation de toutes les règles du droit et de la justice.

« Aussi la résistance a été unanime, et l'unité morale du pays s'est faite sur une question d'honneur.

« Et il est intéressant de constater que chez les socialistes belges, ceux qui étaient les protagonistes de la politique révolutionnaire du parti, ont donné l'exemple, en s'enrôlant comme volontaires dès le début de la guerre, notamment Louis de Brouckère, à la Compagnie des aérostatiers, et Deman, qui de simple soldat est devenu sous-lieutenant. Tout le monde, sans exception aucune dans le parti socialiste, a compris son devoir. »

« — Et c'est ainsi que vous êtes entré au Gouvernement ? Vous savez que les socialistes allemands vous reprochent d'avoir accepté de faire partie d'un cabinet clérical ?

« — Je le sais, et cela m'importe peu, répondit Vandervelde. Vous pouvez donner votre témoignage de l'adhésion entière du parti ouvrier à mon attitude. Les adversaires les plus acharnés de la participation au pouvoir eux-mêmes m'ont félicité et encouragé. L'incident ne préjuge d'ailleurs en rien l'avenir; il est né des circonstances exceptionnelles qui se sont présentées et, après la guerre, le parti se retrouvera entièrement libre de continuer ou non une politique de collaboration nationale.

« Et je rappelle que notre ami Dejardin, député ouvrier de Liège, a été nommé par le roi bourgmestre de sa commune. Dejardin est le premier bourgmestre socialiste ; il a eu une attitude si courageuse que les Allemands l'ont arrêté dix-sept fois de suite. Cette nomination-là, elle aussi, a rencontré l'approbation générale, tant chez les socialistes que chez les conservateurs. »

M. Vandervelde continua :

« — Beaucoup de socialistes croyaient de bonne foi que l'armée allemande, qui est composée pour un tiers au moins de démocrates socialistes, se conduirait d'une façon humaine.

« Certes, je ne rends pas le peuple allemand responsable des crimes qui ont été commis par les Alle-

mands, à tel point qu'on peut dire que jamais un pays n'a été traité comme le nôtre.

« Mais ces crimes ont été commis ou bien à la suite d'ordres implacables, dans un but de terrorisation, ou bien par des brutes avinées lâchées dans les villes et villages de notre malheureux pays. Et ce sont ceux qui ont donné ces ordres de terrorisation qui sont responsables des crimes irréparables qui ont été commis. »

« — Depuis la guerre, n'avez-vous pas eu de nouvelles des « genossen » allemands?

« — A plusieurs reprises, des socialistes allemands sont venus à la Maison du Peuple de Bruxelles et l'un d'eux a demandé pourquoi les Belges n'avaient pas laissé passer l'armée allemande.

« Lorsque les socialistes belges ont répondu que c'était, pour la Belgique, une question d'honneur, le socialiste allemand a répondu que l'honneur est une question d'idéologie bourgeoise !

« Il est inutile de dire, ajouta Vandervelde, que je diffère absolument d'appréciation à cet égard, et qu'il est hors de doute que le respect des signatures doit valoir autant pour les ouvriers que pour les bourgeois. »

« — Mais en dehors de l'intérêt, n'avez-vous pas eu des raisons plus générales ?

« — Si, notre attitude a été déterminée par d'autres motifs qui intéressent l'Europe et le monde. La neutralité belge n'était pas seulement un avantage pour

nous Belges, mais une garantie pour nos voisins : pour l'Allemagne, si la France envahissait la Belgique, et pour la France, dans l'hypothèse où l'Allemagne envahirait notre pays. Si donc, par pusillanimité, contrairement aux engagements pris, nous avions laissé passer les armées allemandes, notre complicité leur eût permis de poignarder la France et d'écraser la démocratie de l'Europe occidentale.

« Et c'est ici qu'apparaît la communauté d'intérêts entre les démocraties de l'Europe entière.

« Voyez à ce point de vue la conférence de socialistes alliés qui eut lieu, en février 1915, à Londres et l'ordre du jour voté.

« Beaucoup de personnes qui n'ont pas assisté à la séance ont trouvé que cette résolution était vague et imprécise.

« Certes on aurait pu obtenir un vote de simple majorité, sur un texte nettement d'accord avec nos sentiments, mais ne valait-il pas beaucoup mieux obtenir l'unanimité de toutes les opinions socialistes représentées, depuis les moins avancées jusqu'aux partis les plus révolutionnaires, sur deux points essentiels de principe : 1° la guerre à outrance pour vaincre l'impérialisme allemand, et 2° pour aboutir à une paix qui soit solide et qui garantisse aux peuples le droit de disposer d'eux-mêmes.

« Les motifs donnés dans cette conférence pour mener énergiquement une lutte de *défense* contre l'impérialisme germanique valent pour tous les

peuples qui ont à se plaindre de l'annexion par force. »

« — Même pour l'Italie ? Vous n'ignorez pas le neutralisme systématique de nos amis ?

« Lors de la guerre de Lybie, contrairement aux sentiments de certains de mes amis, j'ai pris la parole, à Milan, contre la guerre, parce qu'il s'agissait à ce moment d'une guerre de conquête. Mais il n'en est pas de même dans le conflit actuel. Il s'agit ici d'une guerre de légitime défense, d'une guerre contre la guerre, d'une guerre qui doit être victorieuse pour créer une Europe dans laquelle il n'y aura plus de populations annexées par force, dans laquelle les peuples auront recouvré le droit de disposer d'eux-mêmes.

« C'est à nos amis d'Italie à savoir si, dans une pareille guerre, la neutralité est une possibilité [1]. »

Voici maintenant l'opinion de M. Émile Royer, député socialiste de Tournai, qui collabore, à Londres, aux efforts de M. Vandervelde. Il vient de publier une brochure extrêmement intéressante et documentée : *Les Social démocrates allemands et austro-hongrois et les Socialistes belges* [Éd. du *Coin de France*, Londres].

Un correspondant de l'*Indépendance belge* lui ayant demandé si l'avenir de l'Internationale ouvrière ne lui semblait pas gravement compromis, il répondit

1. Les déclarations étaient faites avant mai 1915.

(*Indépendance belge* du 17 février 1915) : « Vous touchez là, mon cher ami, à l'un des côtés les plus douloureux de l'incommensurable catastrophe (je n'ai jamais occupé aucune situation dans l'Internationale et je vous prie de considérer que mes propos n'engagent que moi) : la seconde Internationale ouvrière a fait faillite et l'on essayerait en vain de la ressusciter dans le même esprit qu'autrefois. Les militants de la sociale démocratie nous sont devenus absolument odieux. Qui donc pourrait leur pardonner de s'être tus au Reichstag quand le Chancelier de l'Empire déclara cyniquement, à la séance historique du 4 août, qu'en violant la Belgique, l'Allemagne agissait en opposition avec le droit des gens et commettait une injustice ? Ne sera-ce pas une éternelle honte pour le chef du groupe socialiste au Reichstag, le citoyen Haase, d'avoir lu, au nom de ses collègues, pour justifier le vote des crédits de guerre, une déclaration qui était le contrepied du discours que le même Haase avait prononcé moins d'une semaine auparavant au meeting du Cirque à Bruxelles, quand il répétait avec force : « l'Autriche veut la guerre ». Des socialistes pourraient-ils, si les circonstances ne se modifient pas profondément, fraterniser encore avec de prétendus camarades qui ont laissé commettre en Belgique les plus abominables atrocités sans protester et presque en y applaudissant ? Ah ! il ne suffira pas, pour que tout cela s'oublie, que les social démocrates se remettent à invoquer les prin-

cipes du socialisme international et jouent, consciemment ou inconsciemment, le rôle qui semble leur avoir été réservé par l'Empereur et son entourage pour le jour où le temps des vantardises sera passé. Nous nous garderons d'être leurs dupes, nous savons ce que vaut la parole d'un Allemand, et c'est aux actes seuls que nous pourrons reconnaître quand il y aura quelque chose de changé chez les socialistes du Kaiser.

« Depuis longtemps, le socialisme allemand m'était antipathique, les marxistes s'attachaient exclusivement au côté matériel des questions sociales. Dans l'Internationale ouvrière, ce marxisme avait triomphé; de plus en plus le socialisme s'éloignait de la tradition révolutionnaire française. Les idées humanitaires des hommes de la Convention et des hommes de 1848 étaient dédaignées. C'est pourtant cette noble tradition qu'il faudra reprendre. Heureusement, elle était assez vivante encore dans le cœur des socialistes français et belges pour que, sans une minute d'hésitation, ils aient compris que se battre contre l'Allemagne, c'était lutter pour la liberté du monde et pour les idées de liberté et de fraternité. »

II

FRANCE

La position du socialisme français à l'égard de la guerre actuelle est extrêmement simple. Elle échappe à toute critique ; elle est, avec la violation de la neutralité en moins, la même que celle du socialisme belge.

Aucun parti du monde n'a fait, antérieurement au mois d'août 1914, une propagande plus active et plus retentissante en faveur de la paix. Un seul nom suffit à l'évoquer toute : celui de Jean Jaurès dont le discours magnifique prononcé sous les voûtes de la cathédrale de Bâle était le résumé de l'effort de toute sa vie.

C'est de France et spécialement du parti socialiste français que sont sorties les propositions les plus variées et les plus énergiques pour combattre le militarisme et pour arriver, par les voies de l'arbitrage international, au désarmement général.

On a pu parfois les trouver excessives et crier au scandale ; on n'a pas oublié, par exemple, les retentissantes proclamations de Gustave Hervé, qui lui

valurent des persécutions de toutes sortes et des années de prison,

Tous ces élans généreux devançaient par trop l'état présent de la civilisation et ne tenaient pas compte de ce que tous les peuples n'étaient point arrivés au même stade supérieur. Or une nation ne peut s'isoler, même dans sa supériorité, et les nobles ambitions pacifistes de la France n'aboutissaient malheureusement qu'à la déforcer vis-à-vis d'ennemis moins soucieux d'idéal.

A la veille de la déclaration de guerre, les socialistes français se rendirent à Bruxelles au grand meeting convoqué par le Bureau socialiste international et y rencontrèrent des délégués des différentes nations. Un grand souffle de fraternité paraissait animer tous les cœurs et ce fut encore la grande voix de Jean Jaurès, qu'on entendit ce soir-là pour la dernière fois, qui exprima les espérances unanimes. A ce meeting assistaient également des Allemands et notamment le citoyen Haase, leader du groupe parlementaire. Il s'associa sans réserve aux démonstrations en faveur de la paix et les socialistes français purent croire que l'action socialiste serait parallèle dans les deux pays. Un appel du parti socialiste français à la population, qui fut affiché dans les grandes villes de France, reflétait encore cette opinion dans la dernière semaine de juillet. Après avoir constaté que l'anarchie fondamentale de notre système social, la compétition des groupes capitalistes, les visées coloniales avaient créé

en Europe un risque de guerre constant et croissant, risque accru soudainement par les procédés agressifs de la diplomatie austro-hongroise, l'appel demandait à tous les travailleurs de s'unir pour empêcher l'abominable crime qui menaçait le monde. Il ajoutait : « Joignons nos efforts à ceux de la sociale démocratie allemande qui demande à l'Allemagne d'exercer une influence modératrice sur son alliée l'Autriche », et dans son article quotidien de l'*Humanité*, Jean Jaurès voulait encore croire, le 31 juillet, que la situation n'était pas désespérée.

Le soir de ce 31 juillet, Jean Jaurès était assassiné.

Le lendemain, un délégué du « Partei Vorstand » de Berlin, accompagné du secrétaire du Bureau socialiste international, vint trouver les socialistes français et eut avec les membres du groupe parlementaire deux entrevues successives, l'une à la Chambre des députés, l'autre dans les bureaux de rédaction de l'*Humanité*. Sembat insista sur l'importance de l'uniformité des attitudes en Allemagne et en France ; il rappela ce qu'avait dit Haase à Bruxelles et proposa une brève déclaration commune, à lire dans les deux parlements pour justifier le refus de voter les crédits de guerre. L'Allemand répondit qu'il était venu en toute hâte à la suite d'une décision d'une fraction du parti, le groupe parlementaire n'étant pas encore au complet. Mais tous les présents avaient exprimé le désir d'un vote identique dans les deux pays.

L'idée de la déclaration commune lui plaisait, mais

elle lui semblait difficile à réaliser, faute de temps.

« *En tout cas*, déclara-t-il, un vote affirmatif est exclu. »

Renaudel fit remarquer que si l'Allemagne attaquait la France et violait le territoire d'autrui, les socialistes français se trouveraient dans l'obligation de voter les crédits nécessaires à la défense nationale...

Le délégué allemand confirma son accord et ses déclarations antérieures.

Le jour où les négociations diplomatiques furent rompues entre l'Allemagne et la France, le groupe parlementaire socialiste français avait encore fait une démarche instante auprès de M. Viviani, président du conseil, pour réclamer un suprême effort en faveur de la paix.

L'agression de l'Allemagne surprit donc, comme un coup de foudre, et l'attitude des socialistes allemands, si contraire aux tendances du parti, si absolument opposée à leurs promesses formelles, causa une douloureuse stupeur. Mais obligés de défendre leur pays contre cette attaque soudaine et contre l'invasion, les socialistes français se serrèrent sans hésiter autour du gouvernement et le parti, après une délibération réfléchie, autorisa deux de ses membres, Marcel Sembat et Jules Guesde, à faire partie du ministère. L'abnégation patriotique avec laquelle ils acceptèrent cette charge est d'autant plus remarquable que dans le cabinet figuraient MM. Briand et Millerand, deux socialistes d'autrefois, que l'on avait âprement et personnellement combattus.

Il est à signaler encore que M. Jules Guesde est le plus autorisé des défenseurs de l'idée marxiste en France.

L'*Humanité*, au nom du groupe parlementaire socialiste, expliquait que le parti avait cru devoir s'associer au gouvernement dans un moment où l'avenir de la nation, la vie de la France étaient en jeu, dans un moment où les armées de France se trouvaient passagèrement forcées de battre en retraite devant des forces supérieures, laissant sous la menace de l'ennemi l'un des districts les plus riches et les plus industrieux. La nation tout entière devait se dresser pour la défense de son sol et de sa liberté.

Et Jean Longuet faisait remarquer qu'il était extraordinaire de voir que la France devait être sauvée du joug étranger, par l'intelligence, l'initiative et le courage de ces « antipatriotes », de ces « amis de tous les pays sauf le leur », ainsi qu'on désignait les socialistes.

Les ministres Sembat et Guesde, par une innovation assez hardie, se tinrent en relations constantes avec les membres du parti et leur rendirent compte de leurs actes au ministère. Leur conduite fut perpétuellement approuvée.

Parallèlement à l'action du socialisme unifié, les groupes se rattachant à la Confédération générale du travail, s'associèrent, presque tous, avec la même énergie, à l'œuvre de défense nationale. Leurs délégués assistèrent à la conférence de Londres,

en février 1915, en même temps que Sembat, Vaillant, Longuet et d'autres membres du groupe parlementaire.

Et l'on vit enfin Gustave Hervé, l'antimilitariste intransigeant d'autrefois, comprendre, avec une merveilleuse lucidité, qu'il fallait des raisonnements nouveaux à une situation nouvelle.

Il reprit la tâche abandonnée par Jean Jaurès, et, par ses articles quotidiens dans la *Guerre sociale*, fortifia les courages et exalta l'action. Il est, à l'heure présente, l'un des écrivains les plus lus et les plus écoutés, et son clair bon sens, son élan patriotique, sa direction toujours démocratique rappellent les grands révolutionnaires de 1792.

Ainsi, tous les éléments du socialisme français, sans rien renier de leurs anciennes convictions, se sont associés, avec une commune ardeur, à l'œuvre indispensable du salut public. Leur action dans la guerre a fait l'admiration de tous, en France et au dehors Elle nous permet d'espérer que leur action, quand sera venu le moment de la paix, s'inspirera encore des plus nobles sentiments de la démocratie et du socialisme.

Nous ne croyons pas pouvoir mieux terminer cet exposé des opinions du socialisme français au sujet de la guerre, qu'en publiant le texte complet de l'ordre du jour voté à l'unanimité, par le Conseil National du parti, le 14 juillet 1915. Le document est un peu long, mais il confirme et précise, d'une façon

intéressante, les directions qui n'ont cessé d'être celles du socialisme français depuis le commencement de la guerre.

« Le parti socialiste français, réuni en son Conseil National le 14 juillet 1915, après avoir examiné la situation créée par l'agression austro-allemande et les onze mois de guerre qui en ont été la conséquence, se félicite de constater que ses fédérations, naturellement affaiblies par la mobilisation et les deuils de la guerre, reprennent cependant toute leur vitalité d'action.

« Il affirme à nouveau sa confiance inébranlable dans la cause des alliés et de la France républicaine.

« Il rappelle qu'à l'heure où se nouait le vaste conflit dans lequel se débat le monde, il a fait appel, jusqu'au dernier moment, à toutes les forces de paix, en pesant sur le gouvernement français dont il constatait, dès le 28 juillet 1914, « le souci très net et très « sincère d'écarter ou d'atténuer les risques du « conflit » en lui demandant « de s'employer à « faire prévaloir une procédure de conciliation et de « médiation rendue plus facile par l'empressement de la « Serbie à accorder une grande partie des demandes « de l'Autriche.

« En réclamant, le 29 juillet, qu'aucune intervention armée de la Russie ne fasse hâtivement « le jeu « du germanisme impérialiste le plus agressif qui « semble avoir cherché son heure pour une entre- « prise de violence sans précédent, qu'il verra un

« jour se retourner contre l'abus qu'il fait de la force « brutale ».

« Il rappelle qu'à la même heure, la section socialiste autrichienne fixait ainsi la responsabilité du gouvernement austro-hongrois : « Nous ne pouvons « accepter la responsabilité de cette guerre, respon- « sabilité que nous rejetons ainsi que toutes les con- « séquences terribles qu'elle peut produire, sur ceux « qui ont imaginé, accompli la démarche fatale qui « nous met en face de la guerre » (Ultimatum à la Serbie).

« Il rappelle encore le jugement de la section socialiste allemande au même moment :

« Si nous condamnons les menées du nationalisme « panserbe, la légèreté de provocation à la guerre du « gouvernement austro-hongrois suscite notre plus « énergique protestation. Les exigences de ce gou- « vernement ont une brutalité qui ne s'est jamais « vue encore dans l'histoire du monde à l'égard d'une « nation indépendante et elles ne peuvent être cal- « culées que pour provoquer la guerre. Le prolé- « tariat conscient d'Allemagne au nom de l'humanité « et de la civilisation élève une protestation enflam- « mée contre les criminelles intrigues des fauteurs de « guerre. Il exige impérieusement du gouverne- « ment allemand qu'il use de son influence sur le « gouvernement autrichien pour le maintien de la « paix et si l'horrible guerre ne pouvait être empê- « chée, qu'il ne se mêle en rien du conflit. Aucune

« goutte de sang d'un soldat allemand ne doit être « sacrifiée aux pensées ambitieuses des gouvernants « autrichiens, aux calculs de profits de l'impéria- « lisme. »

« Ainsi, dès son origine, le parti socialiste français peut dire que toute responsabilité immédiate était écartée de la France, de l'aveu même de tous, elle l'était plus encore par les promesses que le parti socialiste obtenait du gouvernement, associé à l'Angleterre et suivi par la Russie, de proposer une procédure de médiation et d'arbitrage.

« Elle l'était enfin par les mesures destinées à éviter tous incidents de frontière, par l'engagement pris de subir une déclaration de guerre, mais de ne pas s'y associer.

« La guerre éclatait, déclarée par l'Allemagne, comme elle avait été déjà déclarée ailleurs par l'Autriche.

« Et le monde apprenait la violation de la neutralité du Luxembourg et de la Belgique.

« Sans hésitation, à l'unanimité, assuré du droit de la France, de sa volonté pacifique, le groupe socialiste votait au Parlement les crédits pour la défense nationale.

« Le conseil national approuva cette décision qui emportait toutes autres.

« Le conseil national salue le réveil de conscience qui se produit en Allemagne, par lequel, aux premières protestations de Liebknecht, Clara Zetkin,

Rosa Luxemburg, Ledebour, Mehring, viennent se joindre la vigoureuse affimation de Haase, Bernstein et Kautzky et la manifestation dite des deux cents fonctionnaires devenus aujourd'hui plus de mille.

« Ainsi s'opère dans le socialisme allemand lui-même l'examen qui s'impose aux socialistes de chaque nation, pour déterminer ses responsabilités et son devoir vis-à-vis des gouvernements comme vis-à-vis de l'Internationale.

« Aujourd'hui, après onze mois de guerre, le conseil national considère qu'il ne saurait y avoir de paix durable si celle-ci n'est pas basée :

« 1° Sur le principe des nationalités, impliquant à la fois la volonté d'écarter toute politique d'annexion, et le rétablissement du droit qu'ont les populations opprimées de l'Europe à disposer d'elles-mêmes et à faire retour à la nation dont elles ont été brutalement séparées ;

« 2° Sur le respect absolu de l'indépendance politique et économique des nations ;

« 3° Sur l'organisation de l'arbitrage obligatoire entre les peuples permettant à la fois la limitation des armements, le contrôle démocratique des engagements pris par chaque gouvernement, et la constitution d'une force internationale de sanction.

« Pour obtenir ces résultats et pour chasser du monde les rêves exécrables d'une hégémonie qui aboutirait à placer l'Europe sous le talon de l'impérialisme le plus brutal, le plus agressif et le moins scru-

puleux, le parti socialiste se déclare prêt à nouveau à continuer son concours sans réserves, comme sans défaillance ni lassitude à l'œuvre de défense nationale.

« Il sait les deuils, les douleurs immenses engendrés par la guerre.

« Il sait qu'ils ne peuvent disparaître du présent comme des préoccupations de l'avenir que si l'impérialisme allemand est vaincu.

« Il poursuit avec l'ensemble du pays et de ses alliés la libération des territoires de l'héroïque et loyale Belgique et des régions envahies de la France ainsi que la réparation du droit pour l'Alsace-Lorraine.

« Mais pour atteindre ce résultat, nous pensons encore que toute mollesse doit être bannie. Chefs et soldats doivent être animés d'une foi ardente en la victoire.

« Cette foi, ils l'auront si le gouvernement donne aux uns et aux autres les moyens matériels de vaincre ; si le Parlement, puisqu'il est la suprême émanation du pays, est appelé à surveiller l'exécution des mesures de salut, à contrôler l'organisation de tous les services de la nation en armes, à veiller que l'élan des soldats même ne soit pas brisé par les mesures qui seraient en contradiction avec l'esprit de la patrie républicaine, avec cette glorieuse tradition d'égalité et de liberté que les citoyens français ne veulent pas voir périr même par l'effet d'une discipline proclamée par nous nécessaire, inflexible dans son équité.

« C'est une fièvre d'activité ardente qui doit emporter ce pays à l'intérieur pour se réfléchir au front en une vigueur irrésistible.

« Donner au soldat sa pleine sécurité morale, le convaincre avec évidence qu'à l'heure où on lui demande sa vie même pour l'idéal et le salut commun, les siens sont hors du péril, de la misère, exiger de tous ceux, officiers, fonctionnaires civils et militaires, fournisseurs aussi qui ont charge, à quelque titre que ce soit, d'une parcelle de la défense nationale, l'exécution la plus stricte du devoir et des conventions.

« Prévenir les insuffisances et punir les fautes sans hésitation, sans défaillance, ni complaisance.

« Susciter partout l'énergie productrice de la guerre.

« Remanier s'il le faut le principe duquel les autorités militaires tiennent un pouvoir exclusif pour l'organisation de cette pratique de méthodes de bureaucratie qui ne sont plus en harmonie avec l'industrie et le travail modernes ni compatibles avec la rapidité des résultats obtenus.

« Créer des usines nouvelles si les anciennes ne suffisent pas.

« Voilà ce que nous réclamons du gouvernement comme le gage certain et rapide de la victoire.

« Le parti socialiste pense encore que le gouvernement de la France s'honorerait devant l'humanité si, des horreurs même de la guerre, il faisait surgir la lueur qui conduira le monde à la paix.

« Que, dès maintenant, il propose à ses alliés d'accepter l'engagement solennel de soumettre, à l'avenir, tous les litiges qui pourraient se produire entre ces nations à une procédure d'arbitrage international.

« Qu'il fasse appel à tous les neutres mêmes pour s'associer à cet acte.

« Qu'on garde la porte ouverte à toutes les nations qui l'accepteront.

« Si une telle initiative est suivie d'effet, la France, une fois de plus, aura mérité de la reconnaissance du monde pour sa volonté de paix, pour la liberté des individus et des nations.

« En conséquence, le Conseil National, se référant à la déclaration de Londres et confirmant la résolution votée le 7 février dernier par la conférence des secrétaires de fédérations.

« Constate à nouveau devant le monde socialiste que la France ne porte pas la responsabilité du conflit qui a déchaîné sur l'Europe le fléau d'une guerre générale ;

« Qu'elle n'a fait que se défendre contre une agression préméditée de l'impérialisme allemand, qui pour atteindre son but n'a pas reculé devant la violation de la Belgique ;

« Déclare que la lutte imposée aux alliés par les dirigeants de l'Allemagne doit être conduite à son terme logique, c'est-à-dire jusqu'à la défaite du militarisme allemand, afin que soit donnée au monde la grande et nécessaire leçon d'une entreprise d'hégémonie brisée par la résistance des peuples libres ;

« Que de cette guerre — et pour qu'elle soit la dernière — doit sortir une Europe fondée sur le respect des traités et l'indépendance des nationalités, où les peuples ayant recouvré le droit de disposer d'eux-mêmes pourront enfin rejeter le fardeau écrasant du militarisme.

« Répudiant à la fois toute politique de conquête au delà des restitutions légitimes et toute pensée de défaillance devant l'invasion,

« Approuve à nouveau l'action menée depuis le début de la guerre par la commission administrative permanente du parti et le groupe socialiste parlementaire et leur donne mandat de poursuivre dans le même esprit de fermeté inflexible l'œuvre de défense nationale. »

III

ALLEMAGNE

Après plus d'un an, l'attitude du parti socialiste allemand reste injustifiable et même inexplicable [1].

Nous avons rappelé antérieurement le meeting socialiste international convoqué à Bruxelles et les discours qui y furent prononcés, notamment par le citoyen Haase, leader du groupe parlementaire de la sociale démocratie. Nous avons rappelé aussi les démarches qui furent faites auprès des socialistes français dans les tout derniers jours de juillet. Ces démarches étaient en accord avec un manifeste publié dès les premiers symptômes de la conflagration européenne, le 25 juillet 1914, par le parti socialiste allemand. Au nom de l'humanité et de la civilisation, ce manifeste appelait le prolétariat d'Allemagne à une énergique protestation contre la criminelle entreprise des fauteurs de guerre. Il demandait au gou-

1. On consultera avec fruit, à ce sujet : *Émile Royer*, Les Social-Démocrates allemands et austro-hongrois et les Socialistes belges. Londres. Édition du Coin de France.

La Chesnais, Le groupe socialiste au Reichstag et la journée du 4 août. Paris, Colin.

vernement allemand d'user de son influence auprès du gouvernement autrichien pour la conservation de la paix, et si cette guerre honteuse ne pouvait être évitée, il le priait de s'abstenir de toute intervention armée ; aucune goutte de sang d'aucun soldat allemand ne devait être sacrifiée pour les visées ambitieuses et les profits impérialistes de l'Autriche. Il convoquait tous les compagnons à des meetings devant signifier la volonté du prolétariat allemand de maintenir la paix. « Les classes dirigeantes qui, en temps de paix, vous méprisent et vous exploitent, veulent faire de vous de la chair à canon. Chacun doit répondre, en criant de tout son pouvoir : Nous ne voulons pas la guerre ! à bas la guerre ! longue vie à la fraternité internationale des peuples ! »

Ce qui est tout au moins étrange, c'est que ces meetings eurent lieu. On en compta, dans la soirée du 28 juillet, vingt-huit à Berlin. Ils furent autorisés et même protégés par la police.

A en croire les correspondants berlinois du *The new Statesman* et du *Manchester Guardian* dont le témoignage a été confirmé par une lettre du compagnon Sweden à Ramsay Mac Donald, un personnage important de la sociale démocratie, Haase, fut appelé, le matin même du jour où ces meetings devaient avoir lieu, au ministère, et il y fut averti, que non seulement ces meetings ne seraient pas interdits, comme le demandait la presse réactionnaire, mais, qu'au contraire, toutes les mesures seraient

prises pour empêcher qu'ils ne fussent troublés. Le fonctionnaire engagea même le socialiste à poursuivre sa propagande en faveur de la paix avec une énergie croissante. Comme en ce moment même la loi martiale venait d'être proclamée par le gouvernement, il ne peut y avoir de doute sur le but de la tactique impériale : induire ainsi en erreur les socialistes français en se servant, pour les tromper et pour affaiblir la résistance de la France, des socialistes allemands.

Il ne nous paraît pas possible de croire que les hommes de la sociale démocratie allemande se soient prêtés consciemment à une manœuvre aussi perfide, mais il faut reconnaître qu'ils se sont laissés abuser bien facilement.

Comment expliquer, dans ces conditions, que quelques jours après, les socialistes allemands, ralliés par une brusque volte-face, à la politique impérialiste de leur gouvernement, votèrent à l'unanimité les crédits demandés pour la guerre ?

Lorsque nous eûmes connaissance d'une aussi incroyable défaillance, on nous demanda de ne point condamner trop vite nos camarades d'Allemagne et d'attendre leurs explications, qui peut-être justifieraient leur conduite.

Ces explications sont venues, mais elles ne justifient rien du tout, et elles suffisent à peine à expliquer, d'une façon raisonnable, la déplorable attitude de la sociale démocratie allemande.

On nous a dit, tout d'abord, que dans la réunion

préparatoire où l'on avait examiné la question des crédits de guerre, une minorité importante s'était montrée hostile au vote de ces crédits, et ne s'était ralliée à la décision de la majorité que par esprit de discipline.

Nous ne pouvons, quant à nous, admettre cette compréhension de la discipline, poussée jusqu'à la complicité dans le crime.

On nous a dit encore que pour les socialistes d'Allemagne, la guerre s'était présentée, de même que pour les socialistes de Belgique et de France, comme une guerre de défense. On agita habilement, devant leurs yeux, le spectre du tzarisme. Et sans entrer ici dans la discussion des responsabilités de la guerre, je puis reconnaître, sans difficulté, que pour un socialiste allemand, l'impérialisme allemand, malgré tous ses défauts, peut paraître préférable au despotisme russe. Les socialistes allemands crurent donc défendre, en défendant leur pays, ce qu'ils possédaient de liberté et de civilisation, contre un régime autocratique et barbare qui leur faisait horreur.

Ce ne fut pas une des moindres habiletés du gouvernement allemand, que l'exploitation de ce sentiment chez les socialistes. Une presse adroitement stylée annonça l'imminence du péril slave et détourna de la Belgique et de la France l'attention publique, à l'aide d'histoires mensongères de prétendues surprises et invasions prochaines.

S'il faut admettre que les socialistes d'Allemagne

aient été, dans les premiers jours du mois d'août, victimes du machiavélisme de leur gouvernement, il faut reconnaître en même temps, et encore une fois, qu'ils se sont laissés tromper bien aisément. Et s'ils ne sont pas coupables de trahison, ils ont, tout au moins, péché par une extraordinaire absence de clairvoyance et de courage. Il eût fallu, sans doute, une énergie qui n'était pas en leur pouvoir, pour oser vouloir voir clair dans le jeu du gouvernement, et réagir contre les entraînements passionnés que suscitaient dans la foule une campagne de mensonges.

Tout cela n'est au reste qu'une très petite excuse, si c'en est une. Car, depuis plusieurs mois que dure la guerre, la vérité a pu se faire jour, à travers les fumées des batailles et les inexactitudes des journaux. Or, jusqu'ici, un seul socialiste, Karl Liebknecht, a eu la loyauté de reconnaître son erreur première, et de proclamer, en décembre dernier, que cette guerre n'est pas, pour l'Allemagne, une guerre de défense. Cela juge les autres.

Quelle que soit d'ailleurs l'idée que les socialistes allemands, abusés ou non, aient pu se faire de la guerre, dans les premiers jours du mois d'août 1914, et en admettant même qu'ils aient cru à la nécessité de se défendre contre le tzarisme, tout au moins est-il certain qu'on peut leur reprocher leur silence lorsque, le 4 août 1914, au Reichstag, M. de Bethmann Hollweg, chancelier de l'empire, annonça

l'entrée des troupes allemandes sur le sol belge, reconnut lui-même l'injustice de cette violation de neutralité et s'excusa en déclarant que la nécessité ne connaît point de loi. Le récit de cette journée restera l'une des pages les plus lamentables des annales du parti socialiste. Personne, parmi les très nombreux députés socialistes présents à la séance, ne s'est levé pour formuler une protestation, ou même un regret, et la députation socialiste, ainsi que le reste du parlement allemand, et l'Allemagne tout entière, a accepté comme légitime cette maxime immorale et formulée sans pudeur de l'intérêt primant la foi jurée. A dater de ce moment, nous voyons d'ailleurs les socialistes allemands se faire les serviteurs complaisants, et parfois empressés, de la politique impériale.

Nous en avons eu de surprenants exemples, à Bruxelles, où ils ont osé, avec une déconcertante absence de scrupule, se prévaloir des liens de la fraternité socialiste, pour essayer de provoquer des défaillances qui eussent été des trahisons.

Un certain nombre de socialistes, et notamment le député Franck, s'engagèrent volontairement dans les armées allemandes, dans les rangs desquels la loi comportant le service général avait déjà incorporé un grand nombre de « genossen ». Ce sont ces soldats-là, qui, comme les autres, ont fait en Belgique et en France, la guerre atroce, déloyale et sauvage que l'on sait. Et ces méthodes barbares n'ont jamais donné lieu à une protestation quel-

conque, de la part des orateurs et des écrivains du parti. Il a fallu attendre le mois d'avril, pour qu'une protestation s'élevât contre une proclamation draconienne du feld-maréchal von Hindenburg, relative, d'ailleurs, à la campagne russe.

Il serait peut-être injuste de reprocher ce silence à la presse socialiste, car il est vraisemblable que celle-ci ne peut se publier que sous la surveillance étroite de la censure impériale. Mais rien non plus, cependant, ne nous permet de supposer qu'il y ait eu, au sein du parti, des efforts quelconques pour rentrer dans la tradition internationale. Bien au contraire, on a vu certaines notabilités socialistes se répandre dans les pays neutres, en émissaires suspects, pour y propager les fourberies imaginées par la politique impériale.

Un seul événement, consolant au milieu de tant d'autres à déplorer, est la ferme et courageuse protestation de Karl Liebknecht, lors du vote des seconds crédits de guerre, en décembre 1914. Se refusant, cette fois, à suivre en cette matière la discipline du parti, Liebknecht se sépara de ses amis, et justifia son vote par une déclaration écrite, que le président refusa de comprendre dans l'ordre du jour, mais dont le texte nous est quand même parvenu : « Cette guerre n'était dans la volonté ni du peuple allemand ni d'aucun autre peuple. C'est une guerre impérialiste, une guerre pour la conquête du marché mondial, pour la domination sur d'importants territoires et leur exploi-

tation capitaliste. C'est une guerre provoquée par les partis de la guerre de Germanie et d'Autriche, dans le mystère d'une diplomatie secrète. C'est en même temps une guerre pour énerver le mouvement croissant de la classe ouvrière. Le mot d'ordre allemand « contre le tzarisme » n'a été proclamé que pour exploiter les plus nobles inclinations et les traditions révolutionnaires de notre peuple. L'Allemagne, complice du tzarisme et modèle de la réaction politique, ne peut prétendre au rôle de libérateur des peuples. La libération du peuple allemand, comme du peuple russe, doit être leur œuvre propre. Cette guerre n'est pas pour l'Allemagne une guerre de défense... Je proteste à nouveau contre la guerre, contre ceux qui en sont responsables, contre les entreprises capitalistes pour lesquelles elle a été déclarée, contre les projets d'annexion, contre la violation de la neutralité de la Belgique et du Luxembourg, contre l'extension illimitée de la loi martiale, contre la défaillance de leur devoir social et politique dont le gouvernement et les classes dirigeantes sont coupables... »

Il est à regretter, pour l'honneur du socialisme allemand, qu'un pareil langage soit resté sans écho. Notons, cependant, qu'à la même date, le député Haase fit savoir au Reichstag, qu'à la suite des faits révélés depuis le début de la guerre, le parti socialiste était unanime à penser que l'on n'avait pas indiqué de raison militaire suffisante pour justifier la violation de la neutralité de la Belgique et du Luxembourg. Le

parti considérait, a-t-il dit, « cette violation comme contraire à la justice ».

Cette déclaration fut supprimée par la presse allemande et par la censure, mais une relation en fut transmise en Angleterre et publiée dans le *Labour leader*.

On peut trouver cette déclaration tardive et bien timide. Elle ne fait, somme toute, que répéter ce que le chancelier de l'empire lui-même avait reconnu, dès le 4 août, et elle ne va pas aussi loin que lui, dans la logique de l'équité. En déclarant, en effet, que l'Allemagne commettait une injustice, M. de Bethmann Hollweg promettait de la réparer.

Lorsqu'en décembre 1914, les socialistes allemands purent apprécier les conséquences effroyables de cette injustice, ils ne semblent s'être préoccupés ni de la faire cesser, ni des réparations nécessaires.

L'attitude de Liebknecht qui avait eu, le premier, le courage de se séparer de la majorité de son parti, fut suivie, en juin 1915, par Kautzky, Bernstein et Haase qui publièrent un manifeste, dit des Quertreiber, dans lequel ils déclaraient vouloir réaliser la paix sans annexion ni conquêtes. Ils furent solennellement répudiés par le parti, et leurs déclarations donnèrent lieu à des polémiques, des résolutions et des controverses dans lesquelles il est bien difficile de démêler la vérité exacte.

Étant donné le régime de censure gouvernementale qui sévit très rigoureusement en Allemagne, on

peut toujours se méfier de tout ce que l'autorité laisse publier, et soupçonner que des déclarations qui paraissent lui être hostiles peuvent servir les desseins secrets de sa politique. Certains députés socialistes allemands se sont malheureusement révélés comme les agents du gouvernement. Même en admettant (ce qui nous paraît devoir être admis) la parfaite sincérité des Quertreiber, il est bien évident qu'ils ne sont dans leur parti, qu'une minorité impuissante, de même qu'il est évident aussi qu'en se ralliant sans réserve à la politique impérialiste, le parti socialiste allemand a perdu ses plus grandes chances d'être écouté. L'action de Kautsky, Bernstein et Haase ne nous paraît pas pouvoir avoir de sanction pratique et même s'ils parvenaient, ce qui semble peu probable, à rallier autour de leur opinion la majorité du parti, ils ne pourraient évidemment pas faire reculer les tendances pangermaniques. Leur initiative a eu, au contraire, pour effet d'accentuer davantage l'attitude impérialiste de la majorité des socialistes allemands, qui abandonnent de plus en plus les principes traditionnels de l'internationalisme, et approuvent la politique de conquêtes poursuivie par le kaiser.

La séance du Reichstag à la fin d'août 1915 en a fourni une nouvelle preuve; les socialistes ont suivi docilement la politique de l'Empire, et l'ordre du jour qu'ils ont adopté ne contient plus rien des principes fondamentaux qu'ils défendaient jadis. Bien plus, un volume : *La classe ouvrière dans l'Allemagne nou-*

velle qui vient de paraître à Leipzig, avec la collaboration de Scheidemann, Noske et autres députés socialistes, indique un essai de rapprochement avec les libéraux !

IV

AUTRICHE-HONGRIE

L'attitude des socialistes autrichiens apparaît, au cours de la crise actuelle, comme semblable en tous points à celle des socialistes allemands. Ainsi qu'eux, ils ont, avant la déclaration de guerre, protesté avec véhémence contre les risques de conflits sanglants que faisaient courir au monde la concurrence capitaliste et la politique de proie des gouvernants d'Europe. Leur opposition passée à toute entreprise impérialiste, à toute aventure militaire les a poussés, par l'effet de la vitesse acquise, à élever contre les menées provocatrices de l'Autriche à l'égard de la Serbie une protestation indignée. Dans ce manifeste paru dans la seconde quinzaine de juillet 1914, ils protestaient également contre les mesures prises par leur gouvernement pour empêcher toute manifestation de l'opinion démocratique. Il convient d'attirer spécialement l'attention sur ce manifeste, d'autant plus que c'est le seul acte du parti social-démocrate autrichien, qui soit parvenu à notre connaissance. Depuis lors, les socialistes autrichiens paraissent avoir été

muets. Ont-ils renoncé à faire entendre leur voix ? C'est peu probable ; il est plus vraisemblable de croire qu'ils ont été bâillonnés. Dès le 22 juillet, leur journal l'*Arbeiter Zeitung* était sévèrement traité par la censure.

Le manifeste se terminait comme suit : « Nous sommes d'autant plus fondés à faire cette déclaration, que les peuples d'Autriche ont été, depuis plusieurs mois, privés de leurs droits constitutionnels et qu'on leur a enlevé toute tribune d'où ils auraient pu faire entendre leur volonté.

« En présence de la guerre qui demande à chacun les plus lourds sacrifices de sang et d'argent, la violation préméditée de la volonté populaire, en éliminant le parlement, est de nature à aigrir et à irriter.

« Nous répudions toute responsabilité dans la guerre, nous en laissons solennellement la responsabilité à ceux qui, des deux côtés, l'ont provoquée. En ceci, nous nous savons d'accord avec le prolétariat conscient du monde entier, et même, avec les social-démocrates de Serbie. Nous nous vouons à l'œuvre de la civilisation, à la sociale-démocratie internationale, à laquelle nous serons fidèles durant notre vie entière, et dévoués jusqu'à la mort... »

Ainsi qu'on le voit, l'allure de ce manifeste est assez belle. Notons qu'il ne fut pas signé par les députés de Bohême et de Pologne, sur l'attitude desquels nous n'avons pas de renseignements. Comment d'aussi nobles intentions n'ont-elles été suivies d'aucun

acte ? Comment un parti qui s'était assuré 82 sièges sur 516 a-t-il pu être réduit à l'impuissance totale ? Cela reste encore un mystère. Il paraît néanmoins certain que la violation de la neutralité belge n'a pas impressionné la démocratie socialiste autrichienne et cependant, de la part de l'Autriche, elle a eu un caractère particulièrement odieux et contraire au droit des gens. Non seulement l'Autriche avait, comme l'Allemagne, garanti la neutralité perpétuelle de la Belgique, mais elle n'avait pas, comme l'Allemagne, l'excuse d'une attaque possible de la part de la France. Et, poussant plus loin que l'Allemagne le mépris du droit des gens, l'Autriche a fait la guerre à la Belgique, par surprise, et sans la lui déclarer. On sait, en effet, que l'artillerie autrichienne était en action au siège de Namur et que la rupture des rapports diplomatiques entre l'Autriche et la Belgique ne s'est produite qu'ultérieurement.

Citons enfin, d'après la *Bataille syndicale*, les principaux passages du manifeste que le Parti social démocrate allemand de l'Autriche et le Comité de la fracton Social Democrate au Reichsrath autrichien ont adressé, en date du 23 juin 1915, à la population ouvrière :

« Cette décision inébranlable de maintenir notre existence propre aussi longtemps que la dure nécessité de la défense subsiste n'est nullement contredite par le souhait, grandissant de jour en jour et d'heure en heure dans tous les milieux chez les peuples belli-

gérants, de voir la fin de la lutte, la volonté s'imposant toujours avec plus de force de voir la paix conclue. C'est le devoir de tous ceux qui portent quelque responsabilité d'écouter cet appel et de chercher avec ardeur la voix de la paix.

« Les social-démocrates autrichiens ont, avant la guerre, fait tout ce qu'il était en leur pouvoir pour éviter celle-ci [1]. Pendant toute sa durée, ils ont fidèlement rempli les devoirs leur incombant de la défense du pays, mais ils n'ont jamais cessé de déclarer solennellement qu'ils désirent et ne connaissent d'espoir plus grand, ni de souhait plus fervent, que de voir, après comme avant la guerre, les membres de l'Internationale prolétarienne mis en leur pleine puissance, épurée encore par leur expérience, au service de l'œuvre de la paix. »

1. Ici il faut un mot de protestation. Même de bons social-démocrates comme le théoricien marxiste Pannekoek, ont constaté, au début de la guerre, que ce sont précisément les social-démocrates autrichiens qui ont les premiers manqué à leurs devoirs, même avant les Allemands, et que la *Wiener Arbeiterzeitung* (le journal de l'ouvrier de Vienne). organe officiel de la social-démocratie autrichienne, attaqua alors le gouvernement serbe, faisant ainsi le jeu de son gouvernement ; par contre, les Serbes tant méprisés firent leur devoir, où même, pour cette guerre de défense, les camarades serbes refusèrent de voter les crédits de guerre, agissant ainsi dans l'esprit de Bebel et de Liebknecht en 1870. (Note de la *Bataille Syndicaliste*.)

V

ANGLETERRE

Pour pouvoir exposer l'attitude des socialistes anglais à l'égard de la guerre actuelle, il convient tout d'abord de rappeler qu'il n'existe pas en Angleterre un parti socialiste unique, mais trois organisations distinctes qui doivent être considérées séparément :

1° Le parti ouvrier ou Labour Party comprend l'ensemble des organisations ouvrières ayant pour but principal l'amélioration des conditions économiques du prolétariat. Les membres des Trades-Unions que réunit ce programme se partagent, au point de vue politique, en opinions variées.

2° Le parti ouvrier indépendant (Independant Labour Party) ou usuellement I. L. P. qui est une section du Labour Party, plus spécialement politique, d'un caractère socialiste accentué. C'est l'organisation la plus considérable du Royaume-Uni.

3° Le British Socialist Party, ou parti socialiste britannique, qui groupe tous les socialistes non affiliés à l'organisation précédente. Au Labour Party se rat-

tache la Fabian Society, composée surtout de démocrates socialisants, qui, tout en acceptant l'étiquette socialiste, préconisent le plus souvent des solutions d'un caractère modéré.

L'attitude de ces différentes organisations n'a pas toujours été concordante, et dans l'intérieur de chacune d'elles, l'opinion ne fut pas toujours unanime. Il serait donc téméraire de vouloir l'apprécier trop sommairement. Toutefois, d'une façon générale, on peut suivre, dans l'opinion socialiste anglaise, une évolution plus ou moins lente qui la conduit de l'hostilité systématique à la guerre, de la sympathie pour l'Allemagne et de la crainte de la Russie, à la compréhension du danger que fait courir à la liberté des peuples et à la démocratie, l'impérialisme germanique, et à la résolution de soutenir la guerre actuelle jusqu'à la complète défaite du militarisme allemand.

Nous allons essayer de tracer quelques traits de cette évolution. Avant la guerre, tous les socialistes, sans distinction, étaient, en Angleterre comme dans toute l'Europe, partisans de la paix, du règlement des contestations internationales par voie d'arbitrage et hostiles aux dépenses militaires.

Seul, le vénérable Hyndmann avait parfois signalé qu'il pouvait être nécessaire de se préparer à des résistances éventuelles, mais il n'avait guère été suivi. Et l'Independant Labour Party, notamment, avait mené une campagne extraordinairement violente contre le militarisme et les armements, et particuliè-

rement contre Sir Edward Grey, dont il avait dénoncé l'attitude germanophobe et demandé la démission. En 1912, dans une réunion à Birmingham, l'I. L. P. avait réussi à faire admettre son opinion par le Labour Party et à faire voter un ordre du jour de blâme pour Sir Grey. Dans la dernière semaine de juillet, lorsque l'Autriche menaça la Serbie, les socialistes d'Angleterre furent unanimes à réclamer un effort pour le maintien de la paix européenne, et tout au moins le maintien de la neutralité de la Grande-Bretagne. Après le meeting du 29 juillet, à Bruxelles, un manifeste signé de Keir Hardie et Arthur Henderson fut adressé à la classe ouvrière. Il lui demandait « de faire campagne pour ne pas s'allier au despotisme russe dont la victoire serait un désastre pour le monde.

Il n'y a pas de temps à perdre; déjà par des traités secrets et des ententes dont les démocraties ne connaissent pas les termes, on nous a engagés dans la voie du conflit.

Hommes et femmes, proclamez que pour vous les jours de pillage et de massacre sont passés, envoyez des messages de paix et de fraternité à ceux qui ont moins de liberté que vous. A bas le règne de la force brutale ! à bas la guerre ! vive le règne pacifique du peuple ! »

Une manifestation fut organisée, le 2 août, à Trafalgar-Square, à Londres, et les délégués des différentes organisations socialistes et ouvrières y furent présents.

On évalue le nombre des manifestants à 15.000, chiffre modique étant donnée l'énorme population de Londres, et qu'il faut expliquer sans doute par le fait que la grande masse ne comprenait pas encore la gravité de la situation.

Un ordre du jour fut voté déclarant que l'Angleterre n'avait aucun intérêt direct ou indirect à s'occuper des désaccords existant entre l'Autriche et la Serbie, et invitant le gouvernement à se refuser absolument à toute participation à la guerre, et à consacrer tous ses efforts, au contraire, au rétablissement rapide de la paix. Parmi les moyens de sanctionner pratiquement la volonté ainsi exprimée, les mineurs proposèrent une grève générale des mineurs d'Europe. Mais les événements devaient se précipiter tellement rapidement qu'aucune suite ne put être donnée à cette proposition. Lorsque, le 3 août, Sir Edward Grey exposa la situation européenne à la Chambre des communes, Ramsay Mac Donald, au nom du groupe parlementaire socialiste, lui donna tort; il lui reprocha de parler abusivement de l'honneur de la nation, et prétendit, qu'au contraire, l'honneur du peuple exigeait la neutralité.

L'invasion de la Belgique eut lieu le lendemain, 4 août. Elle devait contribuer à modifier puissamment l'opinion anglaise ; mais cette évolution ne se fit pas sans une certaine lenteur.

Le 5 août, le *Daily Citizen* et le bureau exécutif du Labour Party déclaraient que l'invasion de la Belgique n'était pas une raison suffisante d'intervention.

Il fallait se garder de soutenir le tzarisme pourrisseur et despotique.

Le même jour, le leader du groupe parlementaire, M. Ramsay Mac Donald, proposa à ses amis de donner lecture à la Chambre des communes de la résolution du bureau exécutif. La majorité refusa de le suivre, et Ramsay Mac Donald résigna ses fonctions de président. Ce fut le premier symptôme d'une divergence de vues qui devait s'accentuer par la suite. Tandis que les uns restaient hypnotisés par le péril russe, les autres voyaient grandir le péril allemand.

Ces divergences se manifestèrent à nouveau lorsque l'Angleterre, pour faire honneur à sa garantie de la neutralité belge, eut décidé d'intervenir dans le conflit.

Elle n'avait qu'une armée de terre insignifiante.

Il lui fallut donc songer à créer immédiatement des troupes pouvant être envoyées sur le continent. Et comme la législation anglaise ne comprend point le service général, elle devait recruter ses troupes au moyen d'engagements volontaires. Les députés organisèrent une série de meetings en faveur du recrutement et à la fin du mois d'août, les députés socialistes acceptèrent de faire partie de ces équipes parlementaires, à l'exception toutefois des représentants de l'I. L. P. Dès cette époque, le *Daily Citizen*, organe du Labour Party, déclare la patrie en danger, affirme qu'elle ne peut pas être vaincue, dût la guerre durer plusieurs années. Il engage tous les ouvriers à

faire tout pour assurer la victoire, reconnaissant que la guerre est une question d'honneur pour l'Angleterre garante de la neutralité de la Belgique, qu'elle a été voulue par l'Allemagne dont le triomphe serait un danger pour la démocratie et dont la défaite doit assurer la paix future du monde.

On peut donc dire que, dès le mois de septembre 1914, le parti ouvrier, en très grande majorité tout au moins, s'était décidé à soutenir énergiquement le gouvernement.

Il n'en fut pas de même de l'I. L. P. Il continua pendant plusieurs mois son opposition. Les thèmes de son argumentation peuvent se résumer en deux points :

1° La crainte russe. A comparer le péril russe et le péril allemand, il fallait, selon les orateurs de l'I. L. P., considérer que celui-ci était moindre que celui-là, à raison de la puissante organisation du parti socialiste allemand, pouvant faire contrepoids à l'impérialisme, tandis que dans l'empire du tzar, la démocratie était incohérente et sans force.

2° Le refus de se tenir pour liés par les arrangements secrets de la diplomatie, arrangements qui avaient pour conséquence d'entraîner la France à la suite de la Russie et l'Angleterre à la suite de la France. Le peuple n'avait pas été consulté sur ces conventions si importantes pour son avenir et ne pouvait pas être obligé de les ratifier.

On pouvait répondre à ces raisonnements, et on

leur répondit, en effet, que, d'une part, l'événement avait démontré que les socialistes allemands n'avaient pas été le contrepoids espéré à la politique militariste de l'empire ; que, d'autre part, le traité obligeant l'Angleterre à garantir la neutralité belge n'avait rien de secret et n'avait jamais été critiqué en Angleterre depuis trois quarts de siècle.

Les discussions continuèrent pendant plusieurs mois et l'opposition de l'I. L. P. à la campagne de recrutement finit par perdre tout caractère de principe. Ses chefs demandèrent seulement que cette campagne se fît par le parti lui-même, sans s'associer aux autres partis et sans se laisser entraîner à la justification de la guerre.

On retrouve enfin, dans toutes ces controverses, le désir constant de distinguer, chez l'adversaire allemand, entre le peuple et le gouvernement. On veut bien lutter contre l'impérialisme germanique, mais sans toucher à l'Allemagne elle-même. On conserve l'espoir de la débarrasser de son militarisme et de renouer, avec son prolétariat, les liens de l'Internationale ouvrière.

Nous n'avons pas parlé jusqu'ici du parti socialiste britannique.

L'extrait d'un leading article de H. M. Hyndmann, dans le journal *Justice* du 13 août 1914, suffit à indiquer que les membres de ce parti se rangèrent rapidement aux côtés du gouvernement anglais pour le soutenir contre l'Allemagne : « Quand le milita-

risme agresseur de l'Allemagne a délibérément violé les traités signés pour garantir la neutralité belge ; quand il a déclaré la guerre, attaqué et maltraité cette petite nation, quand notre ami E. Vandervelde, le président du Bureau international, un homme de paix s'il en fut jamais, fut envoyé par le parti ouvrier belge au gouvernement pour aider au maintien de l'indépendance de son pays, quand le noble Jean Jaurès dénonça l'outrage commis par la Germanie et l'Autriche contre la civilisation, quand le gouvernement allemand fit ces propositions, justement qualifiées infâmes, pour s'assurer la neutralité de la Grande-Bretagne, alors il est tout à fait impossible pour nous de ne pas reconnaître que, comme nation, nous sommes tenus, non pas par des arrangements secrets, mais par des traités solennels et les déclarations internationales de la Haye (qui n'ont jamais été jusqu'aujourd'hui dénoncées ou condamnées par ces pacifistes parlementaires si zélés aujourd'hui pour la neutralité) à déclarer la guerre à ce perturbateur de l'Europe et traître à ses engagements. »

A l'occasion de la campagne de recrutement, le parti socialiste britannique prit la résolution d'y participer en reconnaissant que la liberté et l'indépendance nationales étaient menacées par le militarisme prussien.

Elle ajoutait : « Nous n'avons pas l'intention d'exercer une vengeance cruelle contre le peuple allemand et nous combattons pour obtenir, à la première

occasion, une paix raisonnable et honorable. Quand la victoire finale sera assurée aux Alliés, l'influence anglaise devra s'exercer pour mettre fin au militarisme, aux armements et à la diplomatie secrète, et pour déterminer, entre les peuples d'Europe, une entente démocratique.

« Le parti socialiste britannique déclare une fois de plus que les travailleurs d'Europe n'ont pas de querelles entre eux. La terrible lutte à laquelle nous assistons et dans laquelle nous avons été entraînés par l'invasion de la Belgique est bien l'aboutissement des rivalités entre les capitalistes de tous les peuples pour la domination des marchés du monde. »

C'est encore H.-M. Hyndmann qui, le 10 mars 1915, écrivait à Georges Clemenceau au sujet des hésitations pacifistes des chefs de l'I. L. P. : « Il n'y a pas l'ombre d'un doute que l'écrasante majorité des ouvriers de cette île ne soient pour la guerre. Le parti ouvrier parlementaire (the Parliamentary Labour party), à l'exception d'une demi-douzaine de pacifistes ou même moins, est également favorable à la guerre. Et ce n'est pas tout, car des centaines de milliers parmi les deux millions de soldats qui sont actuellement sous les drapeaux sortent du milieu des travailleurs — et non pas des travailleurs non qualifiés et mal payés, mais des rangs des trade-unionistes les plus authentiques. C'est ainsi qu'actuellement, dans une seule armée, il n'y a pas moins de 200.000 mineurs dont le salaire, au moment où ils s'enrô-

lèrent, était de 10 francs par jour, et qui, tous, à ce moment avaient du travail.

Je voudrais bien que MM. Ramsay Mac Donald, Keir Hardie et W.-C. Anderson aillent parler à tous ces gens-là, pour essayer de blanchir, fût-ce très légèrement, les bourreaux des civils, des femmes et des enfants en Belgique et dans le nord de la France... »

Cette lettre fut adressée à l'*Homme Enchaîné*, à la suite de l'émotion qu'avaient produite en France les réserves et les restrictions de certains membres de l'I. L. P., lors de la conférence de Londres du 15 février 1915, entre les socialistes des pays alliés.

Cette conférence avait eu quelque peine à se mettre d'accord sur les termes d'un ordre du jour, en raison même des nuances d'opinion existant en Angleterre et en Russie, parmi les représentants des partis avancés. Cette difficulté paraîtra normale à ceux qui ont suivi les détails que nous avons précédemment relatés. Mais pour en atténuer encore l'effet, vingt-sept députés ouvriers anglais, appartenant au Labour Party, adressèrent en mars 1915, aux socialistes belges et français, une lettre de sympathie disant : « Nous reconnaissons que vous défendez, non seulement vos libertés nationales, mais que vous combattez aussi pour la liberté de l'Europe entière contre la domination du militarisme des despotes. Nous avons la plus grande admiration pour votre courage, et nos sentiments sont partagés par la masse des travailleurs organisés de la Grande-Bretagne. Des centaines de milliers de

trades-unionistes, indignés de l'agression criminelle de l'Allemagne, ont volontairement joint l'armée formée dans le Royaume-Uni pour combattre avec les Français et les Belges.

Nous avons supporté toutes les mesures qui sont de nature à faire, de cette armée de volontaires un grand et puissant instrument pour la défense de la démocratie et de la civilisation contre les forces de l'autocratie et du despotisme. Nous vous assurons, camarades français et belges, que nous sommes avec vous de cœur et d'âme dans votre détermination de libérer la France et la Belgique de l'envahisseur, d'assurer le rétablissement des territoires ravagés, et de mettre fin, une fois pour toutes, à la menace du militarisme. »

Depuis lors, à mesure que se sont déroulés les événements de la guerre européenne, les socialistes anglais ont de mieux en mieux compris le péril que faisait courir à la démocratie l'impérialisme allemand et ils ont accepté sans grande protestation des lois comme le *Munitions Act* (juillet 1915), les énormes charges financières de septembre et ils ont déclaré récemment que si la nécessité en était démontrée, ils accepteraient même la conscription obligatoire.

VI

RUSSIE

La situation en Russie est autrement difficile à exposer. Il faut noter, tout d'abord, qu'en raison du despotisme du Tzar, l'organisation du parti y est à peu près secrète et que tout renseignement précis, sur son importance et sur son action, ne peut être publié.

Rappelons qu'en 1912, Roubanovitch répondait à une demande de statistique, que lui avait adressée le Bureau socialiste international : « Le seul renseignement que nous puissions vous donner est le nombre des membres de notre parti qui sont prisonniers du Tzar ou relégués dans des forteresses, des prisons ou des lieux d'exil. » Toute manifestation publique d'une volonté hostile au gouvernement y est réprimée avec la plus terrible sévérité. Il est vraiment difficile, dans ces conditions, de considérer la Russie comme un état politique analogue à ceux dont nous avons parlé jusqu'à présent.

Rappelons seulement quelques faits. Lorsque la question des crédits de guerre vint en discussion à la Douma, Valentin Khanstoff déclara : « Une calamité

terrible et sans précédent s'est abattue sur les peuples du monde entier. Des millions de travailleurs ont été arrachés à leur travail et précipités dans un torrent de sang. La guerre a commencé. Au moment où les gouvernements d'Europe s'y préparaient, la classe ouvrière du monde entier, allemande en tête, a protesté avec unanimité. Le cœur des travailleurs russes est avec la classe ouvrière d'Europe. La guerre est provoquée par une politique d'expansion dont les classes dirigeantes de tous les pays sont seules responsables.

La classe ouvrière des pays en guerre n'était pas suffisamment puissante pour prévenir cette guerre et le retour à la barbarie qui en sera le résultat. Mais nous sommes convaincus qu'elle trouvera dans la solidarité prolétarienne internationale les moyens d'imposer la paix à une date prochaine.

Les conditions de la paix devront être dictées par les peuples et non par les diplomates. Nous sommes convaincus que cette guerre ouvrira définitivement les yeux des grandes masses d'Europe et leur montrera les causes véritables de l'oppression qu'elles endurent et que cette explosion de barbarie sera la dernière. »

Après cette déclaration le citoyen Khanstoff, suivi de ses amis, quitta la salle des séances, sans voter les crédits militaires et la confiance au gouvernement.

Les deux journaux socialistes de Pétrograd furent supprimés et les éditeurs emprisonnés. D'autres jour-

naux du mouvement ouvrier et coopératif furent également interdits et peu de temps après la déclaration de guerre, il n'y avait plus de presse socialiste en Russie.

Les poursuites politiques se multiplièrent avec la plus extrême sévérité. Les droits des Polonais, des Finlandais et des Juifs furent contestés, bien que le gouvernement du Tzar, sous l'influence de la démocratie française, eut laissé espérer aux Polonais leur autonomie. On comprendra que, dans ces conditions, il était impossible aux socialistes de Russie de se rallier à un gouvernement qui révélait une fois de plus, avec brutalité, ses tendances autocratiques et réactionnaires. Un grand nombre de socialistes russes étaient donc hostile à la guerre, à la fois parce que c'était la guerre et parce qu'elle avait été décidée par le Tzar. Néanmoins, cette opinion n'était pas unanime, et certains socialistes ou anarchistes, élargissant leur horizon, et notamment le prince Kropotkine, comprenaient le danger que l'impérialisme allemand représentait pour la liberté des peuples en Europe.

En novembre 1914, Émile Vandervelde, leader socialiste belge, adressa aux socialistes russes un message, dont voici un extrait : « La défaite, non pas de l'Allemagne, mais du junkeerisme prussien, est une question de vie ou de mort. Si la Belgique pouvait être détruite, la France et l'Angleterre vaincues, et le militarisme allemand triomphant, ce serait, pour le progrès de l'humanité et le dévelop-

pement de la vie libre des nations, un obstacle considérable et prolongé. Les démocrates, les républicains et les socialistes de Belgique, de France et d'Angleterre ont décidé d'employer toutes leurs forces à prévenir un pareil désastre. Les nations à gouvernement démocratique doivent pouvoir compter, dans cet horrible conflit, sur l'aide armée du peuple russe. »

Il y avait deux groupes dans la sociale démocratie russe : l'un et l'autre étaient hostiles à la guerre et accueillirent avec froideur le message du député belge, en exprimant l'opinion que, si l'hégémonie militaire allemande était un danger pour la liberté, l'autocratie russe leur paraissait un danger plus redoutable encore, et qu'il leur était impossible de conclure la moindre trêve avec un oppresseur sans pitié.

Toutefois, le cours des événements semble avoir modifié, chez certains socialistes au moins, cette manière de voir intransigeante. Et l'on a pu constater, en février 1915, à Londres, que tous les délégués des diverses nuances du socialisme et de la démocratie russe, s'étaient ralliés à l'ordre du jour qui fut voté par les Français, les Anglais et les Belges.

Une lettre de Kropotkine publiée dans l'*Humanité* du 5 octobre 1915 disait : « Il faut aider à écraser l'ennemi de nos aspirations les plus chères : le militarisme prussien et l'impérialisme allemand. Liebknecht et Bebel ont déjà lutté en 1871 avec cet esprit, Bakounine aussi (*Lettres aux Français*). Il

nous est interdit de rester neutres, car dans le cas actuel la neutralité ne serait que la complicité en faveur de leurs poings de fer. Les Alliés vaincront, les droits des nationalités à leur libre développement seront reconnus, le principe fédératif trouvera son application dans la carte nouvelle de l'Europe. »

Il nous est extrêmement difficile d'être exactement renseigné sur ce qui se passe actuellement en Russie, mais il semble bien que lors de la fameuse séance de la Douma qui, après la conquête de la Pologne et les revers russes, a attesté le magnifique réveil des énergies nationales, les socialistes russes se soient joints aux partis libéraux et démocrates pour s'opposer à toute paix séparée et mener la lutte jusqu'au bout.

Cette appréciation est confirmée par un manifeste publié dans l'*Humanité* d'octobre 1915, comme issu d'une conférence où participaient, côte à côte, des délégués de la fraction social-démocrate et de la fraction socialiste révolutionnaire, tels que Plekhanof, Bach, Deutsch, I. Axelrod, Alexinsky, Onipko.

Il disait :

« La victoire des empires centraux sur le front occidental équivaudrait au triomphe du principe monarchique, à peine limité par des institutions constitutionnelles, sur le régime démocratique, qui va s'affermissant en France et en Angleterre et qui n'était plus loin de triompher en Belgique. Par conséquent, la victoire des alliés de la Russie est autant à désirer dans l'intérêt de la civilisation, de la liberté et du socialisme, que la victoire russe elle-même.

« Ainsi les intérêts essentiels des masses laborieuses russes, aussi bien leurs intérêts du présent que ceux de leur libération économique et politique à venir, imposent, tant aux socialistes qu'à toute la démocratie révolutionnaire dont le socialisme forme l'avant-garde, le devoir de participer activement à la défense du pays. »

VII

SERBIE

Avant la première guerre des Balkans, le groupe socialiste du Parlement serbe avait plaidé en faveur de la création d'une Fédération des Balkans et voté contre les budgets de guerre (2 juillet 1912).

Alors, tous les chefs des partis bourgeois approuvèrent l'attitude du gouvernement et leur promirent leur appui. Le chef du parti socialiste Lapchevitch se déclara, au nom de ses partisans, contre la guerre avec la Turquie et pour une Fédération démocratique des États des Balkans.

Au moment de la seconde guerre des Balkans, l'action du parti socialiste serbe fut encore plus courageuse et explicite.

Aux élections du 3 avril 1912, les socialistes s'étaient assurés deux sièges au Parlement et 25.000 voix sur un peu plus de 300.000 votants. Ils avaient des candidats seulement dans six circonscriptions et déclaraient qu'ils eussent pu avoir 50.000 votes s'ils avaient présenté plus de candidats.

Le 12 octobre 1912, Lapchevitch, député de Bel-

grade, fit au Parlement le discours suivant, qui a la valeur d'une prophétie :

« Nous sommes opposés à la guerre entre les peuples des Balkans non seulement parce que la guerre serait sanglante et horrible, non seulement parce qu'elle ruinerait les Balkans, mais à cause des effets indirects qu'elle aurait, dont la perspective apparaît terrible, même si les puissances n'ont pas encore réalisé un accord sur la division des Balkans.

« Même si cette décision n'a pas encore été définitivement arrêtée, la guerre ne manquera pas d'apporter quelque intervention des grands États capitalistes intéressés et cette intervention peut entraîner une conflagration générale en Europe, un ensanglantement général et la disparition des gains économiques et politiques dus aux efforts des générations précédentes travaillant depuis des siècles pour les réaliser ».

Le premier ministre serbe, Paschitsch, en un discours prononcé devant la Skupschina, en mai 1913, avait fait, contre la Bulgarie, une attaque très commentée. Les socialistes publièrent la proposition suivante d'une Confédération balkanique.

« La Social Démocratie » demande de nouveau, comme elle l'a souvent fait dans le passé, la cessation immédiate des hostilités et le rappel de toutes les troupes, afin qu'elles puissent retourner à un travail utile et à la civilisation.

« Le parti social démocrate de Serbie dénonce

énergiquement les querelles, les conflits, les inimitiés qui peuvent avoir pour seul résultat d'accroître l'amertume entre les nations balkaniques et proteste contre tout essai de dérober aux nations balkaniques leurs droits à l'autonomie, et de les forcer à un contrôle national.

« Le parti social démocratique est d'avis que la péninsule des Balkans est faite d'un mélange de nationalités qui ne peut être divisé en lignes géographiques correspondant à leurs affinités nationales respectives.

« Une division territoriale en états n'apporterait pas l'unité désirée. Au contraire, chacun de ces états deviendrait l'oppresseur d'un grand nombre d'habitants étrangers. Nous dénonçons ouvertement, par conséquent, tout essai de diviser de la sorte la péninsule balkanique. Nous offrons notre appui à une union des peuples des Balkans ; nous sommes convaincus que seule, la formation d'une Fédération des Balkans donnera à chaque nation l'autonomie nationale, assurera à chaque nation le progrès dans les domaines de l'industrie et de la culture. Car nous considérons qu'une telle fédération constitue le seul moyen efficace de défense contre les désirs impérialistes ou coloniaux des Puissances européennes.

Le parti social démocratique de Serbie voit avec horreur la perspective d'une guerre fratricide entre la Bulgarie et la Serbie, nations qui parlent des dialectes connexes de la même langue mère, nations dont les

habitudes, dont les inclinations sont identiques, dont l'activité industrielle, dont les intérêts sont similaires. Les partis social-démocratiques de Serbie et de Bulgarie lèvent la voix en une protestation énergique, contre la haine artificielle que les classes dirigeantes excitent et qui ne peut conduire qu'à un résultat : des conflits armés et la destruction des peuples balkaniques.

« Contre la dangereuse opposition organisée de nos dirigeants, les cliques capitalistes, les chefs militaires et la bourgeoisie sans scrupule, les partis socialistes de Bulgarie, Roumanie, Grèce, Bosnie, Herzégovine, Croatie et Slavonie, aussi bien que les démocrates et les progressistes monténégrins et albanais, plaident pour qu'on travaille à l'union des nations balkaniques, dans l'intérêt de leur propre développement, une Union des nations balkaniques en la Fédération des Républiques des Balkans ».

Les mêmes idées ont été exprimées au Congrès socialiste serbe à Belgrade, en mai 1914, après la seconde guerre des Balkans, par M. Sakasoff, un Bulgare.

Le 1er août 1914, refus de voter les crédits. Laptchevitch justifie ce refus en disant :

« Que le Gouvernement n'avait pas fait tout son possible pour maintenir la paix, parce qu'il avait fait de la Serbie un pont entre la Russie et la France et est un instrument dont ces pays se servent pour leurs propres intérêts... »

VIII

ITALIE [1]

L'Italie est certainement l'un des pays où la question qui nous occupe est la plus intéressante à étudier. La difficulté d'exposer clairement la question vient ici, non de la pénurie des renseignements, mais de leur abondance, et il faut faire effort pour s'en tenir aux traits essentiels. C'est que dès le lendemain de la déclaration de la guerre européenne, l'Italie ayant proclamé sa neutralité, cette neutralité apparut à tous comme une solution provisoire et pendant dix mois, des discussions passionnées, des discours d'hommes politiques, des articles de journaux et de revues, des pamphlets et des brochures agitèrent la question de savoir si l'Italie abandonnerait la position neutraliste pour se ranger soir à côté des Empires Centraux, soit à côté des Alliés. Les socialistes prirent naturellement une part très importante à ces controverses.

Au point de vue de la représentation parlementaire, les socialistes d'Italie comptent environ 70 députés sur

1. Voir encore : Jules Destrée, *En Italie avant la guerre*. Paris, Van Oest.

une Chambre de 508 membres; parmi ceux-ci 40 appartiennent au parti socialiste italien dit « officiel », 20 s'intitulent socialistes réformistes et 10 sont des indépendants d'un classement malaisé.

Les réformistes comptent un grand nombre de personnalités remarquables par leur talent, leur éloquence et leur caractère. Entre toutes, est particulièrement populaire et influente, celle de Léonida Bissolati, député de Rome. Ce groupe ne fut pas long à se décider. Il avait, dès les premiers jours, appuyé vivement la déclaration de neutralité parce que l'Italie se dégageait ainsi des liens de la Triple Alliance et rendait un incontestable service à la France, ainsi débarrassée de tout souci du côté de sa frontière méridionale.

Mais cette première satisfaction obtenue, les socialistes réformistes s'occupèrent aussitôt d'une active propagande en faveur de l'intervention de l'Italie pour soutenir les Alliés. La raison déterminante de cette propagande était la menace du danger que faisait courir l'impérialisme allemand à la démocratie internationale, à la liberté des peuples, et à la civilisation européenne sortie de la révolution française de 1789. Le mépris de l'Allemagne pour les traités, la manière sauvage dont elle poursuivait la guerre, ses constantes violations du droit des gens, étaient naturellement, pour les socialistes réformistes, autant d'occasions de justifier leur thèse. Le péril slave les touchait peu et ils n'avaient pas de répugnance systématique pour la

guerre qui, d'ailleurs, dans les circonstances actuelles, leur paraissait une guerre de défense, l'Italie étant directement menacée dans son existence, ses intérêts et son idéal par les prétentions brutales de l'Allemagne à l'hégémonie du monde.

Les socialistes réformistes se mêlèrent ainsi aux agitations provoquées par les démocrates, les radicaux, les républicains, les nationalistes, les irrédentistes, dont les éléments bigarrés composaient le parti de l'intervention.

Le parti socialiste italien dit officiel, de loin le plus important, et qui comprend toute la classe ouvrière organisée, eut une attitude tout à fait différente. Il se voua au neutralisme par principe, l'hostilité irréductible à la guerre lui paraissant commandée par les résolutions des Congrès internationaux. Les orateurs du parti et le grand quotidien socialiste l'*Avanti* défendirent avec acharnement l'opinion neutraliste. Cette opinion comprenait au reste une grande variété de nuances. On trouvait des camarades hostiles à toute espèce d'action armée, même pour se défendre, et leur neutralisme allait jusqu'à la théorie tolstoïenne de la non résistance au mal. On en trouvait d'autres qui, commentant de vieux articles d'Hervé, souvent mal compris, niaient la Patrie et proclamaient qu'il était indifférent pour un prolétaire, d'être italien, allemand ou chinois. On en trouvait pour qui la neutralité était non seulement l'abstention des opérations militaires, mais même l'impartialité de cœur et

d'esprit exigeant l'abstention de toute manifestation dans un sens ou dans l'autre. Certains étaient partisans d'une neutralité absolue, d'autres d'une neutralité relative. Certains étaient partisans d'une neutralité inerte, d'autres d'une neutralité armée et menaçante. Quant aux sympathies pour les belligérants, elles étaient dans le parti socialiste italien assez partagées ; la majorité était favorable à la démocratie française, mais une minorité importante restait sensible au prestige allemand. Ces divergences disparaissaient lorsqu'il s'agissait de la Belgique : on peut dire qu'il y eut unanimité à condamner la violation de la neutralité belge et la manière atroce dont la guerre se poursuivit en Belgique.

En novembre 1914, un certain nombre de socialistes du P. S. I. comprirent tout à coup le caractère émollient et pernicieux pour le prolétariat des théories neutralistes. Un journaliste de talent qui avait, pendant deux ans, dirigé avec bonheur l'*Avanti*, Benito Mussolini, dont les antécédents révolutionnaires le désignaient pour la lutte et pour l'action, résigna brusquement ses fonctions et fonda un autre grand quotidien socialiste, *Il Popolo d'Italia*, où il se mit à prêcher avec une ardeur mystique la guerre immédiate et nécessaire.

Qui voudra compulser les collections de l'*Avanti* et d'*Il Popolo d'Italia* pendant les mois de décembre 1914 à mai 1915 trouvera, à côté d'incidents personnels et locaux, d'invectives superflues et d'actualités

périmées, tout ce que la littérature socialiste peut offrir de notable dans la discussion de la guerre et de la paix. Mussolini fut solennellement exclu du parti, mais il n'en continua pas moins sa propagande et il serait puéril de nier qu'elle conserva un caractère socialiste.

Pendant les premiers mois de l'année 1915, partisans et adversaires de l'intervention provoquèrent de fréquentes manifestations qui dégénérèrent parfois en bagarres. A Reggio d'Emilia, il y eut des morts. Se battre pour ne point se battre, telle était l'extrémité paradoxale à laquelle arrivaient les neutralistes excités.

Au début de la guerre, les socialistes allemands et notamment le député Sudekum vinrent solliciter les sympathies des camarades italiens, mais ces démarches parurent suspectes et eurent plutôt un résultat négatif.

Plus tard, en avril 1915, lorsque la décision de l'Italie parut imminente, Gustave Hervé, au grand jour de la publicité, s'adressa à Turati, la personnalité prépondérante du P. S. I., et l'adjura d'abandonner le neutralisme pour engager l'Italie à défendre, à côté de la France et de l'Angleterre, la cause de la liberté des peuples et de la démocratie en Europe.

Turati répondit sans dissimuler sa sympathie pour la cause des Alliés et en faisant remarquer qu'il croyait mieux servir, en maintenant un neutralisme

relatif, la cause de l'Internationale. La réponse de Turati semble indiquer qu'une certaine évolution s'est faite dans son esprit [1].

Elle s'est faite en même temps dans tout le parti et celui-ci a abandonné peu à peu l'aspect agressif de son neutralisme primitif. Il a renoncé, par exemple, à toutes tentatives d'empêcher, par la grève générale, la mobilisation de l'armée et il a laissé l'Italie se décider au mois de mai pour la guerre sans essayer de recourir à l'émeute pour empêcher la manifestation de l'opinion nationale.

Néanmoins, il est demeuré jusqu'au bout insensible et même hostile à la fièvre générale qui emportait l'Italie vers la guerre. Dans son Congrès de Bologne, après avoir répudié, comme déshonorante, toute neutralité rétribuée, il a maintenu intégralement toutes ses résolutions antérieures.

Les révélations que fit un journal français, en juillet 1915, nous ont appris qu'à ce Congrès de Bologne des offres d'argent avaient été faites au parti socialiste italien par un personnage se disant américain, et présenté par le citoyen Greulich de Zurich. Il faut constater à l'honneur de P.S.I. que ces offres furent dédaigneusement repoussées, mais il reste singulier qu'elles n'aient point été portées à la connaissance du public.

1. Voir dans mon volume, *En Italie avant la guerre*, l'interview de Turati.

Ce fut Turati qui, lors de la discussion décisive du 20 mai 1915, justifia à la Chambre des députés l'attitude du parti socialiste refusant, malgré l'entraînement général, de voter le projet de loi accordant au Gouvernement les pleins pouvoirs contre la guerre. Et le surlendemain, 22 mai 1915, la direction du P.S.I. publiait un manifeste adressé aux prolétaires d'Italie, qui se terminait par les mots : « A bas la guerre ! » « Vive le socialisme ! » et « Vive l'Internationale ! »

Depuis que la guerre est déclarée, les municipalités socialistes des grandes villes se sont associées aux œuvres d'assistance civile qui ont été la conséquence de la déclaration de guerre.

IX

BULGARIE

Le parti socialiste était représenté à la Chambre, en 1912, par un seul député : Sakasoff. Il refusa le vote des crédits de guerre en octobre 1912, en déclarant que les socialistes bulgares souhaitaient une confédération balkanique, non en vue de la guerre, mais bien en vue de la paix. Cette attitude fut consacrée, aux élections de 1913, par un grand progrès des votes socialistes ; de 25.000, ils passèrent à 107.000, et le parti fut représenté au Parlement par 37 membres, dont 16 radicaux et 21 opportunistes. La Ligue des paysans, qui avait été l'organisatrice principale de la victoire, réclamait la démission de tous les ambassadeurs et officiers supérieurs de l'armée, l'organisation d'une République démocratique et d'une fédération des États balkaniques.

Aux élections du 8 mars 1914, le Gouvernement réussit à enrayer les progrès du parti socialiste et à rendre vains les efforts de la Ligue des paysans. Le 24 novembre 1914, à la Sobranié, le groupe socialiste, fidèle à sa tactique hostile à toute guerre, présenta une double motion demandant : 1° la convocation

d'un Congrès pour établir une Fédération Balkanique ; 2° un appel aux nations neutres pour l'établissement de la paix. Les députés appartenant à la fraction opportuniste, dont Sakasoff, votèrent la première partie de la motion, mais refusèrent de voter la seconde.

Nous ignorons quelle a été l'attitude des socialistes bulgares lors de l'entrée de la Bulgarie dans la guerre en octobre 1915 ; il est probable qu'ils sont restés hostiles à la politique royale.

CHAPITRE II

DANS LES PAYS NEUTRES

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

SOCIALISME ET NEUTRALITÉ

Dans les pays qui n'ont pas été entraînés dans la guerre, les sentiments socialistes sont évidemment moins intéressants à étudier, mais il ne nous paraît pas possible cependant de les négliger complètement et de ne pas noter, tout au moins sommairement, la façon dont les socialistes de ces pays ont apprécié les événements actuels. Comme partis organisés, ils n'ont pas eu à se prononcer sur l'attitude à prendre vis-à-vis de la guerre, puisque leurs gouvernements ayant décidé la neutralité, il leur a suffi d'enregistrer passivement cette résolution. Mais ce qui se passait hors de leurs frontières était d'un intérêt trop universel pour les laisser indifférents, et leurs chefs et leurs journaux se sont trouvés forcément amenés à indiquer de quel côté étaient leurs sympathies et quels étaient les arguments par lesquels ils croyaient pouvoir les justifier.

Avant d'examiner ces opinions, il me paraît utile de nous arrêter quelque temps à considérer, d'une manière générale, du point de vue socialiste, l'attitude neutraliste. On croit communément que cette attitude est normalement socialiste en raison même de l'horreur qu'a toujours professée le parti vis-à-vis de la guerre. Cette opinion me paraît complètement fausse et, à mon avis, le neutralisme est, au contraire, aussi peu socialiste que possible.

Lorsqu'une guerre éclate entre deux États, la souveraineté des autres États leur permet évidemment de déclarer qu'ils ne veulent pas y être mêlés et qu'ils resteront neutres. C'est un droit incontestable dans l'état actuel de nos mœurs internationales. Mais l'usage de ce droit ne peut s'expliquer que par des raisons d'indifférence, d'égoïsme, de lâcheté ou de faiblesse. On peut concevoir des cas où le conflit n'intéresse en rien les États neutres et dans ce cas l'indifférence est légitime, non seulement au point de vue du droit international présent, mais à un point de vue moral supérieur. Par contre, il arrive souvent que le conflit intéresse considérablement les neutres, non seulement dans leurs biens matériels, par voie de répercussion indirecte, mais dans leurs biens moraux, leurs sentiments et leurs espérances. Dans ces dernières éventualités, la neutralité est simplement l'expression du désir de ne pas participer au combat et d' être préservé de ses risques ; la peur des coups et le souci le plus bas des avantages matériels immé-

diats sont au fond de la proclamation de neutralité.

Or, il suffit de noter que si l'on avait raisonné dans la société des individus comme on raisonne aujourd'hui dans la société des nations, nous en serions encore à la barbarie primitive. A mesure que les hommes sont sortis de l'état sauvage et ont vécu en groupes plus ou moins organisés, ils n'ont pas tardé à comprendre que certaines actions, aidant à la satisfaction des passions individuelles, étaient contraires à la prospérité du groupe. Des notions confuses de morale se sont ainsi ébauchées. On a déclaré qu'il était mal de tuer, de blesser, de dépouiller les frères de la tribu, puis, comme ces actions se reproduisaient en dépit de la prohibition, on a constaté la nécessité de donner à ces obligations une sanction effective, et le Droit fut ainsi créé, par lequel la force de tous s'engageait à intervenir dans les conflits individuels afin de protéger la faiblesse impuissante à se défendre par elle-même. Les sociétés humaines purent ainsi se constituer et se développer. Nous n'avons pas encore atteint ce degré de civilisation dans les sociétés des nations ; sans doute, nous sommes déjà arrivés à cette première période où des règles morales ont été édictées par la conscience de tous. Le droit des nations est théoriquement proclamé et la manière dont les conflits qu'elles peuvent avoir entre elles, doit se vider, est théoriquement et même minutieusement réglée par des conventions internationales, notamment celles de La Haye. Mais toute

sanction effective fait encore défaut et l'administration de la justice, organisée entre les hommes, n'est pas encore organisée entre les nations ; elle ne pourra l'être que lorsque la force de tous interviendra pour protéger la faiblesse impuissante à se défendre par elle-même.

Pour atteindre à ce développement supérieur de civilisation, il paraît donc indispensable qu'à l'avenir l'intervention soit la règle et la neutralité l'exception.

A quoi sert de proclamer gravement des maximes de droit international s'il est entendu, en même temps, que ces maximes ne peuvent être violées lorsqu'elles apparaissent gênantes, et s'il n'est pas expressément convenu que les cosignataires de ces conventions internationales, s'engagent, non seulement à les respecter, mais surtout à les faire respecter par les autres ? Je sais bien que dans certains cas extrêmes, cette façon d'entendre le droit international peut mener à la guerre, mais l'action armée est ici, la condition même du progrès et l'indispensable moyen de prévenir d'autres guerres, d'autres violences et d'autres injustices.

Il n'est pas un socialiste qui, désirant la paix entre les nations et le règlement des contestations internationales par voie d'arbitrage, ne doive admettre la constitution d'une force capable de faire exécuter les décisions des arbitres et de mettre les récalcitrants à la raison.

Il faut, en cette matière encore, substituer à la doc-

trine bourgeoise du chacun pour soi, la règle socialiste du chacun pour tous et du tous pour chacun. Il serait ridicule et contradictoire de proposer la solidarité des individus et de rejeter la solidarité de nations.

Au surplus, il suffit de se rappeler l'action constante du socialisme dans les différents pays depuis une vingtaine d'années, pour se rendre compte que c'est bien dans la voie de l'intervention et non pas de la neutralité, que se dirige instinctivement la pensée des partis d'avant-garde. Nous les avons vu manifester bruyamment chaque fois que des opprimés leur adressaient un appel désespéré : pour les Arméniens massacrés, pour les juifs persécutés en Russie, pour les Finlandais privés de leurs droits, pour les Polonais privés de leurs libertés, pour les Boers d'Afrique, pour les libres penseurs d'Espagne lors de l'affaire Ferrer, etc., etc. Sans doute, dans ces différents cas, il ne s'agissait que de manifestations verbales, discours, meetings, proclamations, ordres du jour. Mais il faut supposer que la sincérité de ces démonstrations eût été plus loin si les manifestants en avaient eu le pouvoir.

Que serait-il arrivé, par exemple, si les socialistes avaient été les maîtres dans un ou plusieurs des États où se poursuivaient les propagandes dont je viens de parler ? L'opinion n'eût-elle point exigé du gouvernement une action destinée à lui donner des satisfactions pratiques ? Et qu'auraient pu dire alors les partisans de la neutralité systématique ?

Il me paraît donc évident qu'en raison de la générosité de son idéal, en raison de la loi qu'il s'est faite de défendre tous les opprimés, le parti socialiste se trouve irrésistiblement entraîné vers l'intervention. Ce sera peut-être l'une des conséquences bienfaisantes de la terrible tourmente d'aujourd'hui que l'élucidation progressive de cette conception.

Au surplus, l'intervention n'a-t-elle pas été la doctrine socialiste de ces dernières années lorsqu'il s'agit des rapports du capital et du travail ? Le neutralisme peut convenir aux économistes bourgeois, mais les socialistes se sont toujours efforcés en revanche de protéger les faiblesses individuelles par l'intervention de l'État.

Enfin, j'ajouterai que le neutralisme, en tant que doctrine, est une doctrine d'impuissance, d'inertie et de résignation. A cet égard non plus, elle n'a rien de socialiste puisque le socialisme s'est toujours efforcé de faire appel à l'esprit d'énergie et de lutte du prolétariat, non seulement pour la conquête d'un meilleur salaire, mais aussi et surtout, pour la conquête de la justice.

On a beaucoup parlé de la banqueroute socialiste. J'ai dit déjà combien le cliché me paraissait vide. Mais je confesse une certaine faillite de ce qu'on pouvait attendre du socialisme lorsque nous devrons constater, ainsi que nous allons le faire, que dans *aucun* des pays restés neutres, les partis socialistes n'ont eu le courage de braver l'impopularité en réclamant l'in-

tervention. Ils se sont soumis docilement aux prudentes et parfois intéressées consignes de neutralité, conformément à leur milieu, et nul n'a parlé de justice et de générosité.

I

HOLLANDE

Dans les premières semaines de la guerre, on a accusé la Hollande de complaisance envers l'Allemagne. Rien n'était moins justifié. La Hollande, directement menacée, s'est uniquement souciée de conserver la plus scrupuleuse neutralité, et le triste sort de la Belgique lui a montré, par la suite, tout le danger qu'elle courait de devenir le champ de bataille entre l'Allemagne et l'Angleterre. Son gouvernement a donné les instructions les plus minutieuses pour ne pas être exposé à un reproche quelconque et il a même cherché à obtenir de la population une très grande discrétion dans la manifestation de ses sympathies. Cela n'a pas empêché, néanmoins, les Hollandais d'accueillir avec beaucoup de générosité et de cordialité les Belges chassés de leurs foyers, lors de la chute d'Anvers.

Les socialistes de Hollande ont suivi les indications données par leur gouvernement.

Il leur eût été d'ailleurs difficile de préciser nettement leur avis, car les opinions étaient très partagées et déterminées par deux influences contradic-

toires. La violation de la neutralité belge avait sans doute indigné la plupart d'entre eux. Mais, d'autre part, le prestige de l'Allemagne était très grand, en raison de sa puissance économique et militaire et, chez les socialistes, en raison de la force de ses organisations ouvrières, de l'enseignement de ses théoriciens.

Le journal socialiste *Het Volk* reflète les divergences d'opinions qui se sont manifestées dans le parti. Certains de ses adhérents persistent à se montrer hostiles à tout militarisme quelconque et estiment qu'il n'y a pas même lieu d'organiser la défense nationale. La majorité, au contraire, comprend que pour maintenir la neutralité et éviter les horreurs de la guerre, il faut pouvoir se défendre. *Het Volk* publie alternativement les articles destinés à inspirer le respect et même la crainte de l'Allemagne, et d'autres articles où les agissements de l'Allemagne sont sévèrement censurés. Il ne s'est pas gêné, par exemple, pour dire quelques vérités désagréables aux socialistes allemands.

Un désir très vif de paix, de paix à tout prix, sans vainqueur ni vaincu, et sans annexion ni conquêtes, paraît exister chez la plupart des socialises hollandais. Au point de vue socialiste, ils souhaitent le rétablissement de l'Internationale ouvrière et désirent ne pas prendre une attitude trop nette, afin de pouvoir maintenir leurs bons rapports avec tous les belligérants et d'être ainsi, un jour, les artisans d'une réconciliation des classes ouvrières des différents pays.

Le leader des socialistes hollandais, Troelstra, fit un voyage à Berlin dans les premiers mois de la guerre. Il y vit des compagnons allemands et eut un entretien avec M. Zimmerman, sous-secrétaire d'État aux affaires étrangères, qui lui déclara que l'Allemagne n'avait pas l'intention de porter atteinte à l'indépendance de la Hollande, mais qu'il y aurait lieu d'examiner, plus tard, l'éventualité d'un rapprochement économique. Troelstra ne lui cacha pas ses appréhensions au sujet de ce projet ; et, à son retour en Hollande, il les rendit publiques et publia une série d'articles dont la conclusion était nettement hostile à l'impérialisme allemand.

N'en déduisez point, cependant, qu'il soit favorable aux alliés. Il prétend rester neutre, dans l'espoir, ainsi que je viens de le dire plus haut, de mieux servir, dans la suite, la cause du socialisme international.

D'autres notabilités du parti se sont prononcées plus ouvertement. Le 28 février 1915, dans une conférence faite à La Haye, le député socialiste Vliegen, échevin d'Amsterdam, a dit que tous les socialistes étaient unanimes à condamner la politique allemande en ce qui concerne la violation de la neutralité belge et la campagne de presse menée en Allemagne pour justifier l'annexion de la Belgique.

Au cours d'un voyage en France, le sénateur H. van Kol, personnalité éminente du parti, avait exprimé, sans ambage, son vœu de voir la victoire

des Alliés et son indignation de l'invasion de la Belgique. Cette attitude parut contraire à la neutralité et mécontenta certains membres du parti qui réclamèrent des explications. Van Kol les fournit dans *Het Volk* du 18 mars 1915. Il revendiqua le droit de dire librement sa pensée : « Ce que j'ai dit à Paris, je l'ai d'ailleurs déjà écrit à différentes reprises à Berlin. La première fois, j'ai invité le président de la fraction socialiste du Reichstag à visiter avec moi les territoires occupés en Belgique par les Allemands. Plus tard, dans l'intérêt de l'Internationale, j'ai fait un appel pressant à ses sentiments de socialiste, pour qu'il fît entendre une protestation, au Reichstag, contre l'injustice commise à l'égard de la Belgique, protestation qui a été faite par le docteur Haase, le 4 décembre 1914. Je n'ai pas donné suite à la demande qui m'a été faite par des journaux socialistes français de donner mon opinion sur la guerre, mais revenu dans la paisible Hollande, je me demande si la direction du parti socialiste n'est pas devenue trop exigeante en matière de neutralité.

« Un socialiste peut-il et doit-il se taire quand son sentiment de justice est blessé par la violation du droit des peuples, la lacération des traités, le mépris des promesses ? Ne peut-on pas exprimer, comme socialiste, son indignation ? Doit-on s'imposer le silence quand on a été le témoin de cruautés qui déshonorent l'humanité ? Nos sympathies ne peuvent-elles plus aller aux opprimés ou ne pouvons-

nous plus les exprimer, uniquement pour épargner les oppresseurs ? Quiconque, dans des cas pareils, ne proteste pas avec toute la force qui est en lui, devient ainsi complice du crime, porte en partie la responsabilité des cruautés commises et se rend coupable de lâcheté morale. »

Le rédacteur chargé d'apprécier chaque jour les événements militaires dans *Het Volk* est plutôt favorable aux Alliés. Il exprima, en avril, l'espoir de voir l'Italie intervenir dans le conflit. Et blâmé, pour cette opinion, par un membre du parti, il répliqua en la maintenant et en démontrant qu'elle ne contredisait pas le sentiment des partisans de la neutralité hollandaise et de la paix rapide : « l'entrée en lice de l'Italie lui paraissait devoir permettre d'arriver plus promptement à une solution définitive et satisfaisante pour les démocraties. »

II

DANEMARK

J'ai peu de renseignements sur l'état de l'opinion socialiste dans les pays scandinaves. Il semble bien que la situation y soit très analogue à celle de la Hollande : volonté de neutralité, prestige de l'organisation allemande, sympathie pour la Belgique envahie, espoir de reconstituer l'Internationale.

Au Danemark, les socialistes comptent, à la Chambre des députés, 32 sièges sur 114. Au début de la guerre européenne, ils ont publié un manifeste réclamant la neutralité pour leur pays et identifiant la cause du socialisme et celle de la paix.

Quand Georg Brandès écrit à Clemenceau qu'un gouvernement danois qui a encore une parcelle de bon sens ne s'engagera jamais dans la guerre si le pays n'est pas menacé, il exprime incontestablement l'opinion de la grande majorité des habitants de ce pays. L'organe des socialistes danois *Social Democraten* est également absolument opposé à toute participation à la guerre.

Dans le congrès tenu par le Parti au début d'octobre 1915, le citoyen Stanning rappela que le Parti

avait soutenu le gouvernement radical afin de maintenir la neutralité et avait été amené ainsi à voter les crédits militaires nécessaires. Cette attitude ne donna lieu à aucune observation.

III

SUÈDE

Aux élections de 1914, le parti socialiste conquit 87 sièges sur 230 que compte la Chambre des Députés. Cette importance parlementaire eut pour résultat d'amener les socialistes suédois à discuter, vers le mois d'octobre 1914, la question de leur participation au pouvoir. La guerre européenne passait à l'arrière-plan.

Comme les classes dirigeantes sont, dans ce pays, ouvertement hostiles à la Russie et favorables à l'Allemagne, le parti socialiste suédois, tant par réaction contre les influences bourgeoises que par système, se prononça énergiquement pour la neutralité; il publia un manifeste à cet égard, appuyé de considérations générales qui ne présentent aucun caractère spécialement intéressant.

Notons toutefois que M. Karl Branting, éditeur du journal *Social Demokraten*, s'est prononcé, à différentes reprises, avec la plus grande énergie, pour les revendications de la Belgique opprimée.

IV

NORWÈGE

En Norwège, le parti socialiste est pacifiste et antimilitariste et, par conséquent, neutraliste. Au « Folkething », Gjöstein et Knudsen ont déclaré qu'ils ne voteraient pas les crédits militaires. Quand on leur demanda ce que les socialistes feraient s'ils avaient à choisir entre l'attitude du Luxembourg et celle de la Belgique, Gjöstein répondit qu'il préférait l'attitude du Luxembourg. Ce camarade me paraît avoir perdu de vue la différence des situations. La neutralité luxembourgeoise était une neutralité désarmée, celle de la Belgique était une neutralité armée et obligée de se défendre. Gjöstein s'est-il laissé, à ce point, imprégner de la mentalité allemande, qu'il considère comme superflu le respect des engagements ?

V

SUISSE

La situation de la Suisse ressemble, sous divers rapports, à celle de la Hollande. Les autorités s'y sont préoccupées, avec une prudence extrême, de maintenir la neutralité, et cette préoccupation s'est reflétée chez les socialistes d'autant plus facilement qu'elle s'accordait avec leur horreur de la guerre.

Quant aux appréciations exprimées sur les événements, elles sont encore plus nuancées qu'en Hollande, à raison de la co-existence des trois grandes langues européennes : allemand, français et italien, dont l'usage entraîne presque fatalement des différences de points de vue.

Ajoutons que le parti socialiste, en Suisse, a surtout une organisation et une activité cantonales, ce qui rend parfois malaisée la création d'une opinion nationale. Au début de la crise européenne, tous les journaux socialistes suisses ont qualifié très sévèrement l'ultimatum de l'Autriche à la Serbie, et les organes de la Suisse allemande ont exprimé l'espoir que l'Allemagne pourrait imposer la paix. Ils ont recueilli alors les déclarations des jour-

naux socialistes allemands hostiles à la guerre. Mais, lorsque l'Allemagne déclara la guerre à la Russie, l'unanimité de la presse socialiste cessa et la relation de la séance du Reichstag du 4 août, approuvant la violation de la neutralité belge, contribua à accentuer ses divergences. Certains journaux, et notamment ceux de la Suisse allemande, parurent uniquement sensibles au péril tzariste tandis que d'autres, surtout ceux de la Suisse romande, dénoncèrent avec indignation l'attitude de l'Allemagne. Mais même dans la Suisse allemande, cette attitude fut amèrement critiquée. Le *Vorwaerts* de Bâle, malgré ses relations étroites avec les socialistes allemands, s'est prononcé, à plusieurs reprises, contre l'Allemagne et contre l'attitude des chefs socialistes allemands. D'autre part, les éléments les plus avancés du parti, les Neufchâtellois, par exemple, tout en souhaitant la victoire des Alliés, accentuent leur position antimilitariste et insistent sur la responsabilité de tous les gouvernements capitalistes dans la politique des armements ; ils ont approuvé la politique neutraliste du parti socialiste italien officiel.

Le 27 septembre 1914, à Lugano, eut lieu une réunion des représentants des partis socialistes d'Italie et de Suisse. Ils adoptèrent une résolution dont voici les passages essentiels : « La présente catastrophe est la conséquence de la politique impérialiste des grandes puissances, politique qui, dans les monarchies absolutistes, se confond avec les intérêts dynastiques. La

guerre européenne n'est pas une lutte pour une civilisation supérieure et pour la liberté des peuples. Elle est à la fois une lutte des classes capitalistes pour la conquête de nouveaux marchés en pays étrangers et une tentative criminelle d'abattre dans chaque pays le mouvement révolutionnaire organisé.

« Les bourgeois d'Allemagne et d'Autriche n'ont pas le droit de dire qu'ils luttent contre le tzarisme, car ils ont toujours fait une politique favorable au maintien du tzarisme agresseur. Ils ont ainsi entravé le développement de leur propre nation. Les bourgeois anglais et français n'ont pas non plus le droit, en défendant leur pays contre l'impérialisme allemand, de prétendre lutter pour la liberté des peuples, car, par leur alliance avec le tzarisme russe, ils ont favorisé ce dernier et entravé le développement de la civilisation.

« Une partie de la classe ouvrière est entraînée par les menées chauvinistes et croit, en participant à la guerre, libérer les prolétaires des autres pays. Aucune guerre ne peut avoir pareil effet... »

Les signataires de cette déclaration dénonçaient comme criminelle toute tentative d'extension de la guerre à d'autres pays et invitaient les partis socialistes d'Italie et de Suisse à réclamer de leur gouvernement l'intervention par voie diplomatique, dans le but de mettre fin au massacre.

Le 1er novembre 1914, le parti socialiste suisse se réunissait en Congrès à Berne. Il y votait, à l'unani-

mité, une résolution d'un esprit analogue à celle que nous venons d'examiner, mais où nous trouvons en plus une protestation contre la violation de la neutralité belge et une opinion sur la paix : la paix durable selon eux n'est possible que sur une organisation sociale basée sur le collectivisme et la propriété.

Ces résolutions sont les seules manifestations du parti socialiste comme tel. Depuis, les opinions paraissent avoir évolué dans un sens plutôt favorable aux Alliés. La crainte du péril russe a diminué à raison des insuccès des opérations militaires russes. La barbarie des procédés auxquels ont eu recours les Allemands leur ont aliéné bien des sympathies; la publication du volume de M. Waxweiler, *La Belgique neutre et loyale*, a accentué l'indignation causée par la conduite de l'Allemagne à l'égard d'un petit pays dont la situation internationale était analogue à celle de la Suisse; enfin, les déclarations réitérées des gouvernants de France et d'Angleterre ont fortifié l'espoir que la victoire des Alliés serait la défaite du militarisme et la consécration de la liberté des peuples.

UNIVERSITY OF VICTORIA
LIBRARY
Victoria, B.C.

VI

ESPAGNE

On sait que ce pays est en très grande majorité favorable aux Allemands. Les Alliés ne comptent guère de sympathie que parmi les partis avancés. Le seul socialiste de la Chambre espagnole, Pablo Iglesias, a fait connaître ainsi son opinion : il estime que, comme socialiste, il doit défendre la thèse de la neutralité et que l'Espagne ne peut songer à la guerre aussi longtemps que l'intégrité de son territoire sera respectée. Si elle ne l'était point, il considérerait comme un devoir pour tout Espagnol de la défendre par les armes. La conviction neutraliste ne l'empêche pas de souhaiter le triomphe des idées de liberté et de démocratie que représentent la France et l'Angleterre et l'écrasement de l'impérialisme austro-germain. Malgré cette sympathie ouvertement proclamée, il considère que ce serait un crime que d'engager l'Espagne dans la guerre.

VII

PORTUGAL

Les socialistes portugais se joignirent aux radicaux pour publier, le 6 octobre 1914, un manifeste réclamant la stricte neutralité de leur pays dans le conflit européen.

VIII

ROUMANIE

Les socialistes roumains ont également défendu la thèse de la neutralité. Deux mois après la déclaration de la guerre européenne, ils publiaient un manifeste mettant les travailleurs en garde contre la propagande russe. Les agents du Tzar, disaient-ils, essayent de se cacher en exploitant la sympathie pour la démocratie française, ils veulent ainsi nous engager dans la guerre ; or, de tous les dangers, le danger russe reste le plus grand.

Au mois de janvier 1915, le citoyen Racowsky, membre roumain du Bureau socialiste international, confirme la position neutraliste de son parti, mais dans l'*Humanité* du 17 juin 1915, il se trouve amené à protester contre les accusations qui représentaient les socialistes roumains comme vendus à l'Allemagne, après la visite du député Sudekum : on a mal interprété le voyage que fit le citoyen Racowsky en Italie en le considérant comme ayant un but germanophile. S'il a parlé de l'impérialisme allemand, c'est pour le condamner; s'il a parlé des socialistes allemands, c'est

pour les désapprouver. Il a, au contraire, défendu la France qu'il a toujours aimée, contre les réactionnaires de son pays et contre tous ceux qui suspectaient ses intentions démocratiques.

CHAPITRE III

LES CONFÉRENCES INTERNATIONALES

La guerre était encore à ses débuts que, de divers côtés, on émit l'espoir qu'une réunion socialiste internationale pourrait contribuer à y mettre fin. Ce fut surtout dans les pays neutres que ces espérances se manifestèrent, et les éléments socialistes en furent naturellement l'expression.

En octobre 1914, le parti socialiste d'Amérique prit l'initiative d'un congrès de la paix et s'offrit généreusement à en supporter les dépenses. Sans vouloir examiner de quel côté étaient les torts, il conjurait les socialistes de rester fidèles à leurs déclarations pacifistes et de s'employer pour mettre fin à des massacres qui ne pouvaient profiter qu'aux classes dirigeantes. Vers le même temps, les partis socialistes de Suisse et d'Italie demandèrent à leur gouvernement d'interposer leurs bons offices en vue d'une discussion de la paix. (Meeting de Lugano, 27 septembre 1914, voir page 98.)

Mais ces initiatives furent accueillies froidement par les socialistes des pays belligérants. *Justice* déclara

qu'il ne pouvait être question de discuter, avec quelque chance de succès, les conditions de la paix, aussi longtemps que les troupes allemandes ne seraient pas chassées de Belgique et de France. Jean Longuet, dans l'*Humanité*, émit, au nom des socialistes français, la même opinion formelle. Et les choses en restèrent là. J'ignore si les socialistes allemands répondirent à la proposition américaine.

Ces aspirations généreuses étaient prématurées. Les esprits n'étaient pas préparés à examiner une éventualité quelconque de paix. Et toute action internationale, ayant la paix pour objet, devait fatalement échouer. On aurait peut-être mieux réussi et plus utilement travaillé si l'on avait essayé, plus simplement, de multiplier les rapports entre les socialistes des divers pays. Tous ayant une tendance commune doivent pouvoir se mettre d'accord, après discussion contradictoire et échange de vues, sur un certain nombre de points. Une fois cet accord établi, chacun des délégués pouvait, en retournant dans son pays, l'y faire connaître et s'employer à sa réalisation pratique. En temps normal, ces ententes sont exceptionnelles, mais la facilité des communications et l'échange des journaux permettent de suppléer à leur insuffisance. En temps de guerre, alors qu'elles eussent été beaucoup plus utiles, elles se trouvaient presque impossibles par suite de l'isolement quasi absolu de différents partis socialistes.

L'Internationale ouvrière aurait pu créer une sorte

de diplomatie socialiste, agissant parallèlement à la diplomatie officielle, mais dans le sens de la démocratie et de la liberté.

Ce besoin de conversation était tellement impérieux que la force des choses finit par lui trouver des satisfactions. Ce furent d'abord les socialistes des pays neutres qui se réunirent à Copenhague en janvier 1915. Puis, il y eut à Londres, en février 1915, une conférence des socialistes des pays alliés. Et enfin, les socialistes allemands et autrichiens exprimèrent à leur tour leur manière de voir dans un ordre du jour.

Voici le compte rendu des résolutions votées à Copenhague :

La Conférence déclare que le capitalisme, dans sa forme impérialiste, accompagné par l'accroissement ininterrompu des préparations militaires et la politique d'expansion sans limite, en même temps que la diplomatie secrète et sans contrôle des grandes puissances, a jeté le monde dans la catastrophe que la Social démocratie avait prévue et contre laquelle elle s'est continuellement élevée.

Le Congrès de Copenhague tenu en 1910 a résumé ces principes d'une telle manière qu'il engage les membres socialistes des corps représentés à :

A. Travailler à l'établissement de cours d'arbitrage international.

B. Demander une limitation des armements avec, comme résultat définitif, le désarmement absolu.

C. Demander l'abolition de la diplomatie secrète et la publication de tous les traités et de toutes les conventions existant entre les gouvernements; et

D. Agir en faveur du droit de tous les peuples de décider de leurs propres destinées et de défendre ce droit contre les conspirations militaires et l'oppression brutale.

La Conférence cependant considère du devoir de tous les partis socialistes de travailler en vue de la conclusion d'une paix rapide et, dans ce but, d'user de tous leurs pouvoirs pour formuler des propositions de paix qui ne portent pas en elles le germe de nouvelles guerres, mais qui constituent une base pour le désarmement international et pour la démocratisation des politiques étrangères.

La Conférence proteste contre la violation du droit des gens commise contre la Belgique et exprime son souhait que la démocratie socialiste de toutes les contrées belligérantes proteste contre chaque infraction des droits inaliénables que constituerait une annexion forcée.

La Conférence, en outre, fait appel à tous les travailleurs de tous les pays afin qu'ils concentrent leur entière énergie pour arriver le plus tôt possible à la paix du monde.

En même temps, la Conférence charge la démocratie socialiste de tous les pays neutres, par les moyens parlementaires ou par d'autres moyens utiles, de soumettre à leur gouvernement respectif une re-

quête afin d'examiner jusqu'à quel point, soit par leurs propres efforts, soit en connexion avec les gouvernements des autres contrées neutres, il pourrait essayer avec chance de succès leurs pouvoirs de médiation pour terminer la guerre et établir, à bref délai, une paix définitive.

La Conférence des socialistes alliés, à Londres, adopta les résolutions suivantes :

La Conférence ne songe pas à méconnaître les causes générales et profondes du conflit européen, produit monstrueux des antagonismes qui déchirent la société capitaliste et d'une politique de colonialisme et d'impérialisme agressifs, que le socialisme international n'a cessé de combattre et dans laquelle tous les gouvernements ont une part de responsabilité.

Mais l'invasion de la Belgique et de la France par les armées allemandes menace l'existence des nationalités et porte atteinte à la foi des traités.

Dans ces conditions, la victoire de l'impérialisme germanique serait la défaite et l'écrasement de la démocratie et de la liberté de l'Europe.

Les socialistes d'Angleterre, de Belgique, de France, de Russie ne poursuivent pas l'écrasement politique et économique de l'Allemagne. Ils ne font pas la guerre aux peuples, mais aux gouvernements qui les oppriment. Ils veulent que la Belgique soit libérée et indemnisée. Ils veulent que la question de la Pologne soit résolue, conformément à la volonté du peuple

polonais dans le sens de l'autonomie au sein d'un autre État, ou de l'indépendance complète. Ils veulent que, dans toute l'Europe, de l'Alsace-Lorraine aux Balkans, les populations annexées par la force recouvrent le droit de disposer librement d'elles-mêmes.

Inflexiblement décidés à lutter jusqu'à la victoire pour accomplir cette tâche de libération, ils ne sont pas moins résolus à combattre toute tentative de transformer cette guerre de défense en une guerre de conquête, qui préparerait de nouveaux conflits, créerait de nouveaux griefs, livrerait les peuples plus que jamais au double fléau des armements et de la guerre.

Convaincus d'être restés fidèles aux principes de l'Internationale, ils expriment l'espoir que bientôt, reconnaissant l'identité de leurs intérêts fondamentaux, les prolétaires de tous les pays se retrouveront unis contre le militarisme et l'impérialisme capitaliste.

La victoire des Alliés doit être la victoire de la liberté des peuples, de l'unité, de l'indépendance et de l'autonomie des nations, dans la Fédération pacifique des États-Unis de l'Europe et du monde.

A la conclusion de la guerre, les ouvriers de tous les pays industriels auront le devoir de s'unir dans l'Internationale en vue de supprimer les diplomaties secrètes, de mettre fin à l'influence des intérêts du militarime et des fabricants d'armements et aussi d'établir un organisme international capable de régler

les différends entre les nations par des méthodes de conciliation et d'arbitrage obligatoire, et pour imposer à toutes les nations l'obligation de maintenir la paix.

La Conférence proteste contre l'arrestation des députés de la Douma et contre la suppression des journaux et les condamnations des journalistes russes, ainsi que contre l'oppression des Finlandais, des Juifs et des Polonais russes et allemands.

Enfin, les 12 et 13 avril 1915, les représentants de la démocratie socialiste d'Allemagne, d'Autriche et de Hongrie eurent à Vienne un échange de vues dont le *Vorwaerts*, du 20 avril, résume ainsi le sentiment unanime : « Malgré la longue durée de la guerre, les peuples de tous les pays sont inflexiblement résolus à défendre, de toutes leurs forces, leur indépendance. La guerre inouïe en extension, violence et durée, a répandu sur l'humanité une détresse effroyable, anéanti des millions de vies, détruit des richesses sans nombre que le travail des générations avait accumulées. Les prédictions des chefs socialistes qui disaient que la concurrence des armements devait mener à une catastrophe mondiale se sont réalisées. C'est naturellement le prolétariat qui souffre le plus. Il faut que dans tous les pays, belligérants ou neutres, croisse le désir de voir la fin de la guerre.

« L'approche du jour de mai doit, plus que jamais, remplir du sentiment de solidarité, les cœurs de tous les travailleurs conscients. Les partis démocrates

socialistes, qui ont toujours travaillé en faveur de la fraternisation des peuples, sont les annonciateurs désignés du désir de paix. Ce désir n'est pas l'expression d'un sentiment de faiblesse. La seule paix possible est celle qui n'humilie aucun peuple. Elle doit comporter les conditions suivantes : 1° création d'un tribunal d'arbitrage international obligatoire pour régler les conflits entre les différents états ; 2° contrôle démocratique de tous les traités et arrangements internationaux ; 3° réduction des armements en vue d'arriver au désarmement général ; 4° admission du droit de volonté personnelle de tous les peuples. »

Les délégués déclarèrent en outre, qu'à leur avis, le fait que les partis socialistes de tous les pays belligérants défendent leur pays et leur peuple, ne doit pas empêcher le maintien de leurs relations, non plus que la continuation de l'activité de leurs organismes internationaux.

Signalons encore une conférence des femmes socialistes, convoquée par Clara Zetkin, à laquelle assistaient des déléguées de toutes les nations, qui eut lieu à Berne vers la même époque. Elles indiquèrent à leur tour, comme condition de la paix : 1° réparer les torts causés à la Belgique ; 2° ne pas imposer de conditions humiliantes à aucune nation ; 3° reconnaître le droit des nationalités, petites ou grandes, à l'indépendance et à l'autonomie.

Citons, pour être complet, une réunion socialiste internationale qui s'est tenue à Berne en septembre

1915. Elle avait été convoquée contrairement à l'avis du Bureau socialiste international, et les délégués qui y assistèrent n'étaient pas qualifiés pour représenter les partis nationaux. Elle s'est entourée du plus grand mystère et ses résolutions n'ont pas été publiées.

CHAPITRE IV

CONCLUSIONS

Le moment semble venu de rechercher s'il n'est pas possible de déduire quelques conclusions des faits et opinions que nous venons d'examiner.

Un premier point nous semble se dégager, avec la valeur d'une évidence : la *doctrine* socialiste n'a pas fait faillite, et toute accusation de ce genre, dirigée contre elle par les réactionnaires, est absolument injustifiée. En effet, les Congrès internationaux de Stuttgart de 1907 et de Copenhague en 1910, l'avaient définie comme suit : « Le devoir socialiste est de contribuer au maintien de la paix et d'empêcher la guerre par tous les moyens appropriés aux circonstances locales et d'accord avec le Bureau socialiste international. En second lieu, une fois la guerre déclarée, de faire tout pour l'amener à sa fin et hâter l'affranchissement du prolétariat de la domination capitaliste. »

Il est incontestable que, tout au moins dans leur première partie, ces instructions ont été fidèlement observées. Tous les socialistes ont fait, dans le monde

entier, le plus tenace effort pour maintenir la paix et éviter la guerre. Et s'il faut se garder de l'illusion de prétendre au monopole de la vertu, l'on peut affirmer du moins que l'influence socialiste a été, dans ces dernières années, la plus active et la plus importante de toutes les forces de paix. Le prolétariat n'était malheureusement pas assez puissant pour être le maître de la situation, et toute sa bonne volonté s'est trouvée inefficace.

Si l'on veut bien remarquer que l'Église catholique s'est trouvée également impuissante à empêcher la guerre, en dépit d'une organisation autrement ancienne et autrement considérable que celle du parti socialiste, on constatera, du même coup, la vanité des accusations réactionnaires. Elles ne pourraient avoir de sens que si les socialistes, au lieu d'être des minorités, avaient été les maîtres dans les États belligérants. Et chacun est bien convaincu que, dans ce cas, la guerre n'eût point éclaté.

Ceci constaté, voyons maintenant quelles sont les idées qui, au milieu de ce tumulte de sentiments divergents et contradictoires, paraissent se retrouver chez tous les socialistes, dans toutes les nations. Ils sont tous d'accord pour attribuer les causes profondes de la guerre à l'organisation capitaliste, aux compétitions d'intérêts pour la conquête des marchés du monde qui en sont la conséquence fatale. Cette unanimité n'est peut-être telle, avouons-le, que parce qu'elle est d'un ordre général et bien vague ; et, en

tous cas, si elle est un argument pour la propagande, elle ne nous offre, au point de vue pratique et immédiat, aucune solution.

En second lieu, l'accord paraît également exister sur la réprobation de la violation de la neutralité belge. Les socialistes allemands eux-mêmes ont reconnu que cet acte était contraire à la justice, sans oser déduire, il est vrai, de cette opinion les conséquences qu'elle comportait. Ce sentiment général nous permet de préciser, dans l'ordre immédiat et pratique, une première condition que les socialistes du monde entier devront mettre à la conclusion de la paix, sous peine de ne plus pouvoir, en s'y opposant, se réclamer de l'idéal socialiste : la reconnaissance de l'indépendance de la Belgique.

Cette constatation en amène une autre. Si l'agression de la Belgique a été injuste, ses conséquences dommageables doivent être réparées. Que sera cette réparation ? Il ne serait point inutile de le décider le plus tôt possible afin de se rapprocher du maximum de ce que réclame l'équité et de ne point se contenter de solutions improvisées. Il sera malheureusement toujours impossible de restituer les vies perdues et de compenser les chagrins éprouvés. Mais tout ce qui peut s'évaluer en argent doit faire l'objet d'une indemnisation. On peut prévoir que l'énormité fabuleuse des destructions dont l'estimation provisoire dépasse à l'heure actuelle dix milliards, rendra presque impossible à l'Allemagne la

réparation prompte et complète du mal qu'elle a causé. Dès lors, il conviendrait de rechercher, dès à présent, d'autres modalités d'indemnisation. On a déjà parlé de compensations territoriales. Je suis persuadé que la très grande majorité des Belges et spécialement des socialistes serait absolument opposée à cette solution. Il faut donc chercher dans d'autres directions.

Le cas de la Belgique nous permet d'atteindre, par voie de conséquence, un point de vue plus général. Si la violation de la neutralité belge est une injustice, si le sentiment socialiste du monde entier doit exiger que la Belgique recouvre son indépendance et sa prospérité, c'est non seulement parce que cette indépendance était garantie par des traités, mais c'est surtout parce que la nation a manifesté, d'une façon héroïque, le prix qu'elle attachait à son indépendance et à sa liberté. Les peuples, même petits, ont seuls le droit de disposer d'eux-mêmes, et la force brutale qui veut les incorporer dans un Etat plus grand, constitue une indigne oppression. Nous rejoignons ainsi une doctrine socialiste universellement acceptée. Et, encore une fois, nous constatons la quasi-unanimité des partis socialistes du monde sur la nécessité de reconnaître les droits des nationalités. Haase, le leader socialiste du Reichstag, a déclaré, au nom des socialistes allemands eux-mêmes, le 4 août 1914, que le groupe parlementaire ne consentait à voter les crédits de guerre, qu'à la condi-

tion qu'il n'y eut point d'annexion. Il suivait, en cela, la tradition glorieuse de Bebel et de Liebknecht, protestant, en 1871, contre l'annexion de l'Alsace-Lorraine, et de Karl Marx, prédisant alors avec une perspicacité singulière, que cette injustice conduirait fatalement à la conflagration européenne d'aujourd'hui.

On parle souvent de refaire, à la fin de la guerre, une Europe nouvelle. Pour les socialistes, cette reconstitution de l'Europe ne peut pas être abandonnée au caprice et à l'intérêt des dynasties, des diplomates et des classes dirigeantes. Elle ne peut consacrer aucune violence, aucune servitude, aucune humiliation. Elle doit être l'œuvre des peuples et de la liberté.

Par quel moyen pratique arrivera-t-on au résultat souhaité ?

A quels indices reconnaîtra-t-on les fractions éparses d'une même nationalité ? Est-ce l'élément géographique ou l'élément linguistique ou quelque autre qui servira à déterminer les frontières ?

N'y a-t-il pas lieu de considérer plutôt comme élément prédominant la volonté commune qu'ont divers groupes humains de vivre sous les mêmes lois ? Mais comment constatera-t-on cette volonté ? Voilà toute une série de questions, délicates et pourtant importantes par leurs conséquences, sur lesquelles il serait bien utile d'établir, entre les divers partis socialistes du monde, une certaine commu-

nauté de vues, si l'on veut qu'il y ait encore « un » socialisme.

Enfin, il paraît y avoir également accord sur certaines mesures qui devront être réclamées par les socialistes, soit lors de la paix prochaine, soit au lendemain de cette paix :

1° Suppression de la diplomatie secrète ;

2° Réduction des armements ;

3° Précautions contre les fournisseurs militaires ;

4° Règlement des contestations internationales, par voie d'arbitrage.

Ces diverses questions, dont on retrouve la préoccupation chez presque tous les socialistes, ne sont guère indiquées par eux que comme des souhaits, des directions. Mais elles manquent partout d'études détaillées.

Il est incontestable qu'un peuple libre a le droit de connaître les traités et les arrangements qui, à un moment donné, peuvent disposer de son avenir, de la vie et de la fortune des citoyens, de la richesse nationale. C'est donc très légitimement que les socialistes, et notamment les socialistes anglais et allemands, se plaignent du mystère dont sont entourées les relations diplomatiques. Une angoisse analogue a troublé aussi le socialisme italien. On peut donc raisonnablement exiger que l'opinion publique ne soit plus tenue dans l'ignorance des engagements internationaux. Mais il reste à savoir, cependant, comment pareille publicité pourrait être organisée sans inconvénient.

En ce qui concerne la réduction des armements, le vœu est de même hautement louable, mais la difficulté paraît très grosse, dès qu'il s'agit de réalisation pratique.

Pareil désarmement ne peut être que simultané. Et ce que peuvent faire les nations les plus avancées est nécessairement conditionné par ce que consentent à faire ou que sont forcées de faire les nations les plus arriérées, vis-à-vis desquelles il n'est pas possible de renoncer à se défendre. Il n'est pas niable que dans les circonstances actuelles, le militarisme le plus menaçant soit celui de l'Allemagne. La mesure dans laquelle le vœu socialiste pourra être satisfait dépendra donc de la mesure dans laquelle le militarisme allemand sera vaincu. On peut être certain que si cette défaite est suffisamment complète, les Alliés songeront, d'eux-mêmes, à réduire leurs dépenses militaires afin de réserver leurs forces économiques pour les œuvres de paix.

C'est encore à bon droit que les socialistes dénoncent le scandale et le danger des spéculations sur les fournitures aux armées. Il est évidemment monstrueux que certains capitalistes aient un intérêt direct à la guerre et réalisent des fortunes au milieu du deuil et de la ruine de tous.

L'influence de ces gens-là ne peut être que pernicieuse, et elle l'est d'autant plus que, comme ils disposent de fortunes considérables, il leur est relativement aisé de corrompre la presse et d'induire en

erreur l'opinion publique et les gouvernements. Il serait salutaire d'éliminer ces éléments de trouble, mais, encore une fois, on ne voit pas bien comment on pourrait y arriver effectivement. On a proposé l'étatisation de ces industries et de ces commerces et peut-être y a-t-il, en effet, dans cette direction, quelque chose d'utile à tenter.

Enfin, la doctrine socialiste ne peut se flatter de l'illusion de faire disparaître toutes contestations internationales. Mais elle propose de les régler, non plus par la force barbare des armes, mais par le procédé plus civilisé de l'arbitrage. Fort bien, mais qui ne voit que, sur ce point encore, il ne peut être suffisant de se contenter d'un vœu platonique. Pour que l'arbitrage puisse remplacer la guerre, il faut qu'il soit obligatoire et que ses sentences puissent, au besoin, être exécutées. Sa force morale est évidemment une influence importante et suffira dans la plupart des cas. Mais il faut nécessairement prévoir des cas extrêmes où la contrainte sera indispensable. Et, dès lors, nous aboutissons à la nécessité de la constitution d'une force internationale, c'est-à-dire à une position exactement opposée à celle du neutralisme d'aujourd'hui. Et, sur ce point encore, il serait bien utile que les différents partis socialistes du monde se missent d'accord sur une doctrine unique.

Il reste à dissiper une équivoque sur ce qu'il faut entendre quant au second devoir indiqué par les

Congrès internationaux : « une fois la guerre déclarée, faire tous ses efforts pour hâter la conclusion de la paix ». C'est ici surtout qu'il faut distinguer entre le mot et la chose. Ceux qui veulent sincèrement la paix doivent la vouloir durable et définitive. L'énormité même de cette guerre exige qu'en sorte une ère de paix prolongée. Tout arrangement précaire et transactionnel nous exposerait à voir recommencer le tragique conflit après quelques années de répit, permettant aux adversaires fatigués de récupérer leurs forces. Toute paix de ce genre pourrait s'appeler la paix, mais elle n'en aurait que le nom. Il en résulterait de nouveaux armements et un militarisme universel. Ce ne serait qu'une trêve en attendant de nouvelles luttes. Elle aurait, en outre, la tare essentielle de consacrer les avantages que la brutalité de son agression a concédés à l'Allemagne. Elle serait aussi injuste que dangereuse. Telles sont les raisons pour lesquelles les socialistes de France et d'Angleterre se sont montrés nettement opposés à tout examen prématuré des possibilités de paix. Telles sont les raisons pour lesquelles ils ont accueilli avec méfiance les démarches des socialistes des pays neutres et notamment celle du député Morgari, en avril 1915, au nom des socialistes italiens. A leurs yeux, toute discussion d'une paix éventuelle ne leur paraît qu'un moyen détourné d'aider l'Allemagne à profiter de la situation que lui donnent actuellement les opérations militaires. Libérer les territoires enva-

his est une question préalable à toute étude des conditions de paix et pour cette libération, comme pour l'écrasement du militarisme, l'effort maximum est requis de chacun et ce serait l'affaiblir que d'admettre actuellement un débat quelconque sur les conditions de la paix.

Il importe de noter ici une différence de situation extrêmement importante entre les socialistes des empires centraux et ceux des pays alliés. Les uns et les autres déclarent qu'ils veulent la réparation de l'injustice commise envers la Belgique, l'abstention de toute oppression d'un peuple et la reconnaissance du droit des nationalités. Mais les socialistes germains se sont associés à l'agression de la Belgique et de la Serbie et s'ils ont, par la suite, proclamé, non sans réserves, le droit des nationalités, ils ne semblent point avoir fait un effort quelconque auprès de leur gouvernement pour faire triompher ce principe. Au contraire. En tous cas, et s'ils ont fait un effort quelconque dans ce sens, il a été sans aucun résultat appréciable. Nous attendons toujours une parole bienveillante de l'Autriche vis-à-vis de la Serbie, une parole réparatrice de l'Allemagne vis-à-vis de la Belgique. Ceux qui dirigent la politique allemande discutent, au contraire, les conditions de l'annexion de la Belgique et déclarent, bien haut, qu'il ne peut pas être question d'abandonner ces territoires conquis au prix de tant de sang allemand. Avant d'accepter de discuter avec les socialistes alle-

mands non inféodés à l'impérialisme, les conditions de la paix, il faudrait donc s'assurer, non seulement de leur sincérité, mais surtout de leur influence auprès de leur gouvernement.

Du côté des Alliés, la situation est toute différente. Lorsque les socialistes de Belgique, de France et d'Angleterre déclarent qu'ils veulent la réparation du tort causé à la Belgique, la reconnaissance des nationalités et la réduction du militarisme, ils ne parlent point autrement que les chefs de leurs gouvernements. MM. Poincaré et Viviani, MM. Asquith, Grey et Lloyd George, ont, à de nombreuses reprises, affirmé leurs intentions à cet égard. De telle sorte qu'il est bien évident que c'est la victoire des Alliés qui seule peut assurer, dans une large mesure, les désirs exprimés par le socialisme international.

Les socialistes allemands, en tant qu'ils sont restés socialistes, doivent donc souhaiter la défaite de leurs impérialistes. En tant qu'ils les approuvent et les soutiennent, ils s'excluent du parti socialiste, et la nouvelle Internationale se reformera, purifiée par l'épreuve, sans ces éléments infidèles.

ANNEXES

DEUX ARTICLES SUR L'INTERNATIONALE PARUS DANS LE *SECOLO* DE MILAN ET L'*INDÉPENDANCE BELGE* DE LONDRES.

QUE RESTE-T-IL DE L'IDÉE DE L'INTERNATIONALE ?

Les événements actuels nous montrent la nécessité de clarifier, sinon de reviser la notion que nous avions de l'Internationale. Cette nécessité s'impose particulièrement au parti socialiste, qui avait fait de l'Internationale une de ses idées fondamentales.

Sans qu'elle ait jamais été très précisée, une théorie s'était formée dans les milieux révolutionnaires et s'était fait accepter petit à petit, faute de discussion, comme un dogme. Selon elle, la question de la production et de la répartition de la richesse résume tout le problème social. Certains privilégiés (les capitalistes) détenteurs des moyens de production, exploitent le reste de l'humanité (les travailleurs) selon un rythme sensiblement analogue partout. Il est dès lors indifférent pour ce travailleur d'être exploité par l'un ou l'autre patron ; et, par conséquent, l'union seule des prolétaires de tous les pays pourra déterminer la fin de l'exploitation capitaliste. La fraternisation de tous les exploités s'impose, avec la suppression des frontières, et l'idéal d'un régime unique, donnant à chacun le produit intégral de son travail. Pareille argumentation sert de texte à de gros volumes, à des centaines de discours, à des milliers

d'articles de journaux. Or, les circonstances présentes, sans la démentir tout à fait, en montrent, à certains égards, le vide et l'insuffisance. Il ne peut être douteux que cette théorie dont le verbalisme simpliste pouvait être accepté en temps de paix, n'offre aucune solution satisfaisante aux questions angoissantes que nous posent les événements d'aujourd'hui. Et, comme il faut, lorsqu'on raisonne, accommoder les raisonnements aux faits, et renoncer à l'absurde prétention des sectaires qui veulent accommoder les faits à leurs systèmes, il devient maintenant nécessaire d'examiner les points faibles de la théorie, et en quoi elle devrait être rectifiée ou complétée.

L'erreur du point de départ est l'importance exclusive donnée à la question de salaire. Cette importance est évidemment considérable, mais elle n'est pas unique. Il faut au contraire reconnaître qu'elle décroît au fur et à mesure que la civilisation augmente. Pour le primitif, dont le besoin essentiel est d'assouvir sa faim (et malheureusement, un grand nombre d'hommes, au XX^e siècle, en sont encore là), il n'y a pas d'autre question, c'est clair. Mais quand le ventre est satisfait, naissent d'autres besoins. Et l'on peut même dire que lorsque la subsistance est assurée, les besoins nouveaux paraissent les plus impérieux. Après avoir conquis son pain, l'homme conquiert la liberté. Et certains sont plus désireux encore de liberté que de pain : en quoi ils se différencient des animaux.

Plus l'homme s'éloigne de la bête ou de l'esclave à qui suffit la pitance quotidienne, plus cet amour, cette volonté de liberté grandit. On ne l'obtient que par la force, et souvent dans le sang. Ni les douleurs, ni les sacrifices ne font hésiter l'humanité en route

vers la liberté ; elle fait successivement les révolutions qui sont son honneur.

Il n'est donc pas vrai que la question du salaire soit l'unique, qu'il soit indifférent pour l'exploité de l'être suivant tel ou tel mode. Ces modes ont au contraire une importance telle, que souvent l'exploité donnera sa vie pour qu'il lui soit permis de choisir, pour conserver ceux qui lui offrent des satisfactions relatives, pour repousser ceux qui lui font horreur.

Et comme la langue, la religion, la politique, sont, dans leur diversité, des conditions d'existence auxquelles les travailleurs attachent (l'histoire le prouve à chaque page) une importance essentielle, voilà brusquement posé le problème des nationalités.

Le résoudre, en supprimant les nationalités, a quelque chose de puéril. Les nationalités sont un des grands faits modernes, et l'on ne fait pas disparaître un fait en le niant, en le négligeant, ou en souhaitant simplement qu'il n'existe pas. Vouloir que tous les peuples se confondent en un seul, c'est évidemment vouloir l'impossible.

On pourrait répondre que l'impossible d'aujourd'hui peut être le possible de demain, et qu'il ne faut pas abandonner un idéal parce que sa réalisation paraît lointaine. Soit ! demandons-nous donc si cette fusion internationale est un idéal ? Je n'hésite pas à répondre que non. Non seulement elle est chimérique, mais elle n'est pas souhaitable.

Elle ne pourrait être acquise que par une concentration qui serait une des formes les plus insupportables de l'oppression. Prolétaires de tous les pays, unissez-vous. C'est parfait. Mais s'il faut sous-entendre : unissez-vous sous la domination allemande, nous n'en voulons plus. Nous concevons donc l'utilité de l'union, mais nous ne l'acceptons que sous

réserve de notre liberté. Nous admettons une action commune, suite d'une discipline librement consentie, mais nous entendons rester maîtres de nos destinées.

Les nations, quelqu'imparfaites qu'elles soient instituées aujourd'hui, apparaissent aux peuples la condition indispensable de l'exercice de cette liberté. Nous les voyons les défendre avec furie. Et avec raison. Parce que ce qu'ils défendent ainsi ce sont des communautés de façon de sentir, de vivre et de penser, formées soit par la race, soit par la langue, soit par la religion, soit par les souvenirs d'un passé commun, soit par la similitude des conditions économiques, soit enfin et surtout par la volonté de vivre ensemble. Et il est bon, il est indispensable si l'on souhaite que soit garantie la liberté, que cette diversité des conceptions humaines sur la manière d'être heureux puisse être pleinement satisfaite. L'uniformité est un rêve néfaste de théoricien.

Il faut laisser aux collectivités humaines toute licence de développer leurs originalités particulières. Elles comprendront d'elles-mêmes, spontanément, l'utilité, pour certains objets, dans certains domaines, d'ententes et de conventions. Et nous en revenons ainsi à la notion vraie de l'Internationale (inter-national) qui, par définition même, comporte l'existence préalable des nationalités.

Et l'on voit mieux alors la grandeur des conséquences de la guerre présente : elle nous mènera — ou bien (ce qui ne paraît pas probable) à l'hégémonie despotique d'un peuple souverain par la Force, — ou à une Fédération des Etats-Unis d'Europe par la Liberté et le Droit. Quel est le socialiste qui pourrait déclarer que ce formidable dilemme le laisse indifférent ?

L'INTERNATIONALE DE DEMAIN

J'ai essayé de montrer, dans l'article précédent, l'insuffisance de ce qui est accepté couramment comme la théorie socialiste de l'Internationale et d'indiquer comment, en tenant compte des faits, il faudrait reviser et compléter cette théorie. Les trois points principaux de cette revision pourraient se résumer ainsi : reconnaissance des nations, autonomie, fédération. Ce n'est évidemment pas dans l'espace restreint d'un article d'un journal qu'il est possible de donner sur ces points les justifications nécessaires, mais on peut tout au moins tenter d'esquisser quelques indications générales.

Le phénomène de l'existence des nations n'est pas contestable. Et les événements terribles que nous traversons suffisent à montrer le rôle capital que joue ce phénomène dans l'évolution humaine et l'importances que les hommes y attachent. Entendons bien que je ne désigne pas par le mot : nation, les Etats souverains. Un Etat est une organisation politique qui peut parfois correspondre à la nation, qui devrait y correspondre, mais n'y correspond pas toujours. Il est des Etats, comme l'Autriche par exemple, qui sont une mosaïque de nations. Il est des morceaux de la nation qui sont en dehors de l'Etat, la Lorraine en France, le Trentin en Italie par exemple. Les Etats sont formés au hasard des combinaisons politiques, des résultats des guerres ou de l'ambition des rois. Les nations sont formées des affinités historiques, religieuses, linguistiques, économiques que

certains hommes ont entre eux. Il faut reconnaître, comme une des formes de la liberté, à ceux qui le désirent, le droit de vivre en commun, et il faut leur permettre le développement maximum de leurs compréhensions particulières. Il faut reconnaître et préciser pour les peuples comme on l'a fait pour les individus le droit à la vie et à la liberté. Pareille théorie condamne donc les conquêtes et les annexions et laisse les peuples juges de leur avenir.

Ceci nous amène à concevoir l'autonomie comme un aspect complémentaire du principe des nationalités. J'ajoute même qu'il faut l'entendre d'une façon très large et l'organiser de telle sorte qu'à l'intérieur des Etats ou des nations, tout groupe humain ayant une notion spéciale de son bonheur puisse lui donner satisfaction. Les provinces ou régions, les villes, les communes, les associations doivent avoir des règles particulières d'existence. Il n'y a pas de liberté véritable dans une centralisation excessive. Assurément, la centralisation et l'unification ont été, à certains moments de l'histoire, une forme de progrès. Mais c'est un stade provisoire dans l'évolution des peuples. Nous en sommes arrivés presque partout en Europe, à l'instant où après avoir compris les bienfaits de certaines centralisations, nous aspirons à certaines décentralisations. Le régime parlementaire qui fait, soit dans les élections, soit dans les Chambres, triompher la loi du nombre, n'est qu'une forme atténuée de la tyrannie si les droits des minorités sont tenus pour néant. Certes, il faut bien que la majorité l'emporte, puisqu'il serait beaucoup plus absurde que ce fût la minorité qui dictât la loi ; mais la majorité n'a toujours pas raison. Elle n'a pas raison, spécialement, lorsqu'elle porte atteinte par la violence, à la liberté religieuse

ou à la liberté linguistique de certaines minorités. Il faut donc favoriser, autant que possible l'autonomie pour accroître d'autant la liberté véritable. Comment ? En s'inspirant avant tout des faits, en n'oubliant jamais que les hommes sont différents selon les milieux ou les circonstances, et que la meilleure des législations est celle qui est assez souple pour permettre une adaptation adéquate. De même que les hommes sont petits et grands, gros ou maigres, et qu'il serait ridicule de vouloir leur imposer à tous un vêtement identique.

Parallèlement à ce mouvement de décentralisation et d'autonomie, il faudra poursuivre une action inverse : la fédération ; permettre aux groupes de se grouper et de s'entendre, aux régions de se fédérer, aux nations de s'internationaliser. Ce sera la tâche des sociologues et des hommes politiques de déterminer ce qui est d'intérêt communal, régional, national, ou international. Des traités interviendront. Et comme ces traités seront la base du développement et du progrès mondial, il faudra qu'ils soient respectés. De même que l'on a conquis le respect du droit des individus par l'organisation d'une magistrature et d'une police, il faudra organiser la sauvegarde du droit des nations. Ceci devra modifier complètement nos notions présentes de la neutralité. Quand, dans la rue, un voleur ou une brute assaille un citoyen paisible, on n'admettrait guère aujourd'hui que les autres citoyens se déclarent neutres et laissent à la force le soin de terminer le conflit. Non. On comprend que tout droit violé dans un citoyen est une lésion du droit de tous les autres, et la Société intervient. Il faudra que la Société des nations intervienne de même pour réprimer les ambitions et les cupidités de l'avenir. Ce sera l'œuvre de l'Internationale de demain.

Et dans une Internationale ainsi comprise, il y a place non seulement pour toutes les actions économiques du prolétariat, mais il y a place aussi pour son action révolutionnaire et morale. Si le socialisme se réduisait à la question du salaire, ce serait une assez misérable doctrine, et l'on ne comprendrait plus le prestige qu'elle exerce sur les masses et sur l'élite. En France, lors de l'affaire Dreyfus, on a entendu des controverses analogues à celles d'aujourd'hui. Certains théoriciens farouches proclamaient que c'était une affaire de bourgeois, devant laisser indifférents les travailleurs. Ils n'ont pas été suivis. Les travailleurs ont répondu qu'il ne pouvait leur être indifférent que fussent violées la Justice et la Vérité. A l'heure actuelle, il ne peut de même leur être indifférent de voir violer le Droit et la Liberté.

C'est que s'il est vrai que les hommes pris individuellement, se décident en général d'après leur intérêt égoïste, il est vrai aussi que les foules se décident surtout par des sentiments généreux et altruistes. Il faut noter, expliquer l'histoire au point de vue matérialiste, mais il ne faut pas oublier non plus les facteurs idéalistes. Il y a là des actions et des réactions réciproques, et ceux qui, dans cette prodigieuse simplicité, veulent trop simplifier, partent souvent d'un peu de vérité pour tomber dans beaucoup d'erreur.

TABLE DES MATIÈRES

LES SOCIALISTES ET LA GUERRE EUROPÉENNE

NOTES PRÉLIMINAIRES..... 5

CHAPITRE PREMIER

DANS LES PAYS BELLIGÉRANTS

1. Belgique..... 13
2. France..... 22
3. Allemagne..... 36
4. Autriche-Hongrie..... 47
5. Angleterre..... 51
6. Russie..... 62
7. Serbie..... 68
8. Italie..... 72
9. Bulgarie..... 79

CHAPITRE II

DANS LES PAYS NEUTRES

Observations générales..... 81
1. Hollande..... 88
2. Danemark..... 93

3. Suède..... 95
4. Norwège..... 96
5. Suisse..... 97
6. Espagne..... 101
7. Portugal..... 102
8. Roumanie..... 103

CHAPITRE III

LES CONFÉRENCES INTERNATIONALES..... 105

CHAPITRE IV

1. CONCLUSIONS..... 115
2. ANNEXES..... 127

MACON, PROTAT FRÈRES, IMPRIMEURS.

021799

HX40
D4

Destrée, Jules

Les socialistes et la Guerre européenne 1914-1915.